Vol. 9 • No. 39 Du 6 mars au 12 avril 2016

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Ayiti, nou mele!
Page 6

English
Page 9

LE CEP DE BERLANGER SE PRÉCISE !

Voir page 4

Prêtant serment le président du Conseil Electoral Provisoire du gouvernement Privert/Jean-Charles, Léopold Berlanger, un allié authentique de l'ambassade américaine



Sauveur Pierre Etienne : Docteur en «abolotchologie »
Page 8



Qui sera le prochain président des États-Unis ?
Page 12

PÉTION-VILLE RAVAGÉE PAR UN INCENDIE



Voir page 4

Le feu a entièrement détruit certaines maisons dont le marché de quincaillerie, trois immeubles situés à l'intersection et un hôtel Le Perroquet ci-devant le Cubano.



Les #PanamaPapers sont un moyen de chantage idéal !
Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Face à l'histoire : le grand défi !

Par Berthony Dupont

L'événement qui fait la une aujourd'hui dans notre pays est sans précédent. Une fois de plus l'impérialisme américain a réagi non seulement par le chantage économique, mais par la provocation même et de manière forte, faisant fi de l'ampleur et de la vigueur de la contestation populaire qui s'était exprimée dans les rues du pays au sujet des dernières mascarades électorales.

Le fait que les Etats-Unis se soient officiellement déclarés contre la commission de vérification électorale exigée par le peuple devrait révolter tous les dirigeants politiques conséquents, s'il en existe encore. Cette obstination à vouloir braver un peuple chaque fois que celui-ci réclame le droit à la liberté, à la justice, à l'auto-affirmation et à l'autodétermination devrait susciter l'indignation de tous les vrais patriotes progressistes. Ils devraient tous élever leur voix à l'unisson pour dénoncer l'hostilité ouverte des Etats-Unis contre les aspirations nationales et montrer combien cette politique nuit à la santé de notre pays. C'est un acte foncièrement anti-démocratique que les Etats-Unis veulent imposer au pays, vu que leurs objectifs se situent dans la continuité du pouvoir précédent pour nous imposer ses deux laquais, Jude ou Jovenel, afin qu'ils continuent leur pillage systématique et brutal de toutes nos ressources naturelles, de toutes nos richesses minières et agricoles.

Accepter la continuité de ce régime est un suicide collectif pour l'ensemble de la population qui meurt de faim et de maladie : un peuple sans défense dans un pays aux richesses immenses. A vrai dire, toute une série d'éléments se sont évidemment conjugués pour nous amener à ce degré de délabrement. Là, il y a une menace fatale contre laquelle ni Fanmi Lavalas, ni Pitit Desalin, ni le Mopod et autres ne peuvent se prémunir, voire y parer. Ils ne peuvent rien isolément à moins de mettre de coté ou dans la poubelle leurs divergences secondaires et sans fondement pour réaliser un front commun, seul capable de nous faire cesser d'agir en éternels dupes. Dès lors, ils seraient en mesure de vulgariser leur stratégie de résistance au bénéfice des masses populaires et d'inviter le peuple à se mobiliser massivement dans tout le pays pour combattre par tous les moyens possibles l'impérialisme et ses valets sous toutes ses formes.

C'est mal comprendre la réalité quand chacun de ces secteurs politiques pense qu'il peut réussir grâce à une quelconque collaboration avec les forces exploiteuses. Certes, cela se pourrait ; mais ce serait sans satisfaire les revendications des masses populaires! La prise du pouvoir politique ne signifie pas nécessairement changement ou qu'il y ait révolution et n'implique pas automatiquement la libération économique et du relèvement de la justice sociale. Cela prend du temps, encore faut-il s'y mettre.

Nos ennemis n'abdiqueront jamais aussi facilement quand l'enjeu qui se déroule actuellement est la lutte des masses populaires pour reconquérir les droits qu'ont usurpés une minorité de privilégiés nationaux alliés aux intérêts étrangers. A ce stade, si ces secteurs ne se montrent pas intraitables face à ceux qui ne manqueront aucune occasion pour frapper le peuple, cela ne signifierait-il pas qu'ils sont du même sillage politique, du même camp que celui des adversaires du peuple. Ceux qui jouissent encore sous le joug de la colonisation jusqu'à devenir des assoiffés de pouvoir ne pensent qu'à leur être et à leur profit, car ils ont placé, sans conditions, toute leur confiance dans les vautours impériaux.

C'est enfin un combat face à l'Histoire, un combat sans relâche contre toute tentative de négation des droits des masses, contre toute tentative d'imposer au peuple la volonté d'une minorité toujours occupée à violer le droit de la majorité à diriger les destinées de la Nation. Il n'y a pas plusieurs chemins, il n'y en a que deux qui soient possibles: ou bien l'on combat le système qui maintient les masses dans la misère et dans la pauvreté abjectes, ou bien l'on se sert de ses outils, de ses projets qui se conjuguent avec des stratégies électorales pour maintenir intact le statu quo.

Dans, ce cas, notre défi majeur est de nous atteler, dans un nouvel élan, à la bataille de l'avenir : celle de défendre notre souveraineté, notre indépendance et la liberté de choisir le système social et la forme de gouvernement qu'il nous faut afin de mettre un terme à cette constante instabilité politique programmée.

Tant qu'il y aura un seul homme opprimé en Haïti, la lutte pour le changement ne devra pas connaitre de répit ! Si l'impérialisme est vraiment notre ennemi, et si nous voulons réellement connaitre des jours meilleurs, alors il est bien temps de nous réveiller et de nous liguer contre cet ennemi commun : l'aigle étoilé.

Haïti, chronique d'une crise électorale (98)

Opération Chauves-souris au Parlement !

Par Catherine Charlemagne

C'est bien connu. Le malheur des uns fait le bonheur des autres. Surtout si ce malheur a été planifié par celui-là même qui devrait rendre heureux les autres. Mais mises à part ces considérations proverbiales, quatre jours après le vote de non confiance au Premier ministre éphémère, Fritz Alphonse Jean, il s'est passé quelque chose en Haïti sur le plan politique et institutionnel qui devrait donner beaucoup à réfléchir. D'autres diraient c'est à mourir de rire ou à pleurer jusqu'à ce que mort s'ensuive. On l'a toujours dit, ou bien les dirigeants haïtiens sont méchants ou bien ils le sont de mauvaise foi ou bien ils ne sont pas maîtres de leurs décisions : d'où la situation lamentable du pays des décennies après la fin de la dictature des Duvalier. Dans cet éventail, chacun trouverait l'argument nécessaire pour décortiquer les hommes politiques de ce pays sur leur comportement et leur agissement. On a vu par quelles difficultés, il doit passer pour qu'un Premier ministre soit nommé et ratifié au Parlement haïtien.

Le cas de l'ex-PM Fritz Alphonse Jean est la confirmation d'une règle qu'apparemment rien, absolument rien, ne pourrait changer. Et pourtant ! Si l'on se doutait de la mauvaise foi qui caractérise les dirigeants haïtiens vis-à-vis de la population et des institutions en particulier, la preuve a été donnée sans conteste la semaine dernière avec : la nomination d'un Premier ministre, la formation d'un cabinet ministériel, sa ratification par les deux Chambres du Parlement et son installation à la Primature en moins d'une semaine. Mieux, en quatre jours francs. On a l'habitude de parler de record, là on a battu tous les records dans ce domaine précis en Haïti. En effet, dès le vote de non confiance qui a été infligé à l'ancien gouverneur de la BRH dimanche 20 mars dans la soirée au Parlement, on a appris qu'immédiatement après, le Président provisoire de la République, Jocelerme Privert, a pris contact avec le Président de la Chambre des députés, Cholzer Chancy, dans le but de trouver le plus rapidement un processus à la nomination d'un nouveau Premier ministre pour succéder à Fritz Alphonse Jean.

Entre dimanche soir et lundi au cours de la journée, le chef de l'Etat a eu toute une série de rencontres avec la quasi totalité de la classe politique et les blocs parlementaires au Parlement



Enex Jean-Charles le Premier ministre du Président Privert, de René Préval, du Groupe de Bourdon et du Core Group

(sénateurs et députés). L'objectif étant de les consulter afin de trouver un Premier ministre, cette fois-ci de consensus. Tel n'était pas le cas pour Fritz Jean et c'est ce que pratiquement tous les acteurs avaient reproché au locataire du Palais national. Rapidement, selon tous les groupes parlementaires, il avait été question de discuter sur les noms des trois personnalités qui restaient sur la liste des premiers ministrables dont Fritz Jean ne faisait pas partie. Les Premiers ministres potentiels avaient été : Mirlande H. Manigat, Edgard Leblanc Fils et Ericq Pierre. Lundi 21 mars 2016, le Président de la Chambre basse était invité au Palais national en compagnie des chefs des groupes parlementaires pour venir évaluer les chances de chacune des personnalités citées plus haut.

Mais un incident regrettable a failli faire capoter tout l'édifice entre les mains du Président Jocelerme Privert à la porte d'entrée du Palais national. Arrivé à l'heure dite au rendez-vous, le cortège du Président de la Chambre des députés s'est vu bloqué et interdit d'entrer au Palais sous prétexte que lui seul pourrait entrer à pied et que sa voiture et sa suite devaient rester campées à l'extérieur du bâtiment, même pas dans la cour. Dans un premier temps, selon Cholzer Chancy, on croyait à une mauvaise plaisanterie de la part des policiers en faction. Il s'identifie et indique qu'il est attendu par le Président de la République en urgence. Peine perdue. Les agents de sécurité du Palais national se mettent en croix sur la route de Cholzer Chancy. Entretemps, les députés de toute tendance qui accompagnent leur chef commencent à s'énerver et s'impatienter. Devant l'insistance des gardes de sécurité, le Président de la Chambre des députés appelle le chef de l'Etat, lui expliquant ses déboires et l'affront qui lui ont été faits devant l'entrée du Palais.

Tandis que les députés de l'Alliance des Parlementaires pour Haïti (APH), majoritaires, menacent de retourner à leur base au bicentenaire et d'attendre de pied ferme celui que Privert a l'intention de nommer à la Primature. En apprenant les nouvelles par le coup de fil de Cholzer Chancy qui lui dit qu'il est en train de faire demi tour parce qu'il refuse de faire le reste du trajet à pied sous un soleil de plomb, Privert, sachant ce dont sont capables les députés où il n'a pas la majorité, s'est précipité en personne sur la cour de la présidence, paniqué et inquiet pour venir chercher Cholzer Chancy qui, en homme sage et pondéré, n'a pas compliqué les choses pour Privert lequel lui explique qu'il ne comprend pas cet excès de zèle des gardes de sécurité à son encontre. Sauf qu'entretemps, la bande à Gary Bodeau et les autres s'étaient très remontés. Ils refusent du coup de participer à la rencontre au Palais national et exigent des excuses publiques du Président de la République avant de reprendre le dialogue avec lui. Conciliant et dans ses petits souliers, Privert accepte tout.

Il présente ses excuses aux parlementaires tous débout devant le Palais national comme s'il s'agissait du début d'une manifestation anti-gouvernementale. Pour bien marquer qu'ils sont franchement mécontents, ils menacent le Président Cholzer Chancy de le laisser seul avec Privert, s'il rentre au Palais national maintenant pour discuter de quoi que ce soit. Comme lot de consolation pour le Président de la République, ils lui proposent d'aller faire la rencontre dans un endroit neutre, un restaurant par exemple proche du périmètre du Palais sur le Champ de mars. Le Président Privert accepte aussitôt et tout le monde se rend à pied au restaurant très huppé du MUPANAH (Musée du Panthéon National Haïtien) situé à quelques pas du Palais. Et là l'incident est clos. Enfin, l'on peut passer aux choses sérieuses où va se jouer l'avenir de la République ou du moins l'intérêt des parlementaires. Les trois Premiers ministrables ont été passés aux cribles afin de voir les forces et faiblesses de chacun d'eux au Parlement. Aucun des trois, selon Privert, n'a fait l'unanimité. Ne voulant courir aucun risque cette fois-ci, il a avancé le nom d'un vieux de la vielle du milieu politique et institutionnel haïtien s'agissant du professeur Enex Jean-Charles.

suite à la page(16)

La communauté internationale plaide pour l'achèvement du processus électoral



La représentante spéciale du Secrétaire général de l'Onu pour Haïti, Sandra Honoré

Par Milo Milfort

Après l'installation des neuf membres du nouveau Conseil Electoral Provisoire (CEP) le 30 mars dernier, l'Organisation des Nations-Unies (ONU), ses partenaires regroupés au sein du « Core Groupe « et les Etats-Unis saluent l'initiative, et invitent à l'achèvement du processus électoral haïtien entamé en 2015, mais interrompu par une crise politique laissant un gouvernement de transition à la tête du pays.

« *L'Onu et ses partenaires ont invité les autorités compétentes et les acteurs concernés à œuvrer ensemble afin d'achever, sans plus de délai, le processus électoral entamé en 2015 en vue de pourvoir aux postes électifs tant au niveau présidentiel, législatif, municipal et local, pour assurer la continuité institutionnelle prévue par l'Accord du 5 février* », lit-on dans un communiqué de presse conjoint de l'Onu et du Core Group composé des Ambassadeurs du Brésil, du Canada, d'Espagne, de la France, des États-Unis, de l'Union Européenne, et du représentant spécial de l'Organisation des États américains (OEA).

Dans ce communiqué, la représentante spéciale du Secrétaire général de l'Onu pour Haïti, Sandra Honoré, et les autres membres du «Core Group» ont salué l'intention déclarée du CEP d'organiser des élections « *crédibles, transparentes et inclusives* », tout en réitérant leur plein soutien au gouvernement provisoire et au peuple haïtien ainsi « *qu'aux efforts de toutes les parties prenantes pour le renforcement de la stabilité, la consolidation de la démocratie et le rétablissement de l'ordre constitutionnel* ».

Il y a quelques semaines, le Conseil de sécurité de l'Onu avait exprimé sa profonde préoccupation face à « l›interruption prolongée des cycles électoraux en Haïti et avait appelé le pays à conclure sans plus tarder le processus électoral entamé en 2015 ». Le Conseil avait notamment souligné l›importance de restaurer formellement le CEP ; ce qu'il considérait comme l'un des éléments clés de l'accord du 5 février 2016 conclu entre les principaux acteurs politiques haïtiens. « *Comme l'accord du 5 février 2016 s'y est engagé, nous encourageons le CEP à implémenter rapidement les recommandations techniques de la Commission d'Evaluation Electorale Indépendante, visant à améliorer la transparence et l'impartialité du dernier tour des élections. Une telle action permettra de renforcer la confiance de la population dans le processus électoral* », renchérit le Porte-parole du département d'Etat américain, John Kirby dans une déclaration rendue publique.

Les États-Unis disent attendre « *(…) l'investiture d'un nouveau président démocratiquement élu le plus rapidement possible, afin que le gouvernement puisse travailler de concert avec les partenaires haïtiens pour faire face immédiatement aux défis auxquels le pays est confronté* ».Le CEP est chargé d'organiser le second tour des élections présidentielles, des élections pour compléter le Parlement et des élections locales en vue d'achever le processus électoral qui a été entamé en 2015.

AVIS

Par ces motifs : Sur les conclusions conformes du Ministère Public, représenté par Me Joseph Denis Gérard, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort ; maintient le défaut déjà octroyé contre la partie défenderesse à l'audience du 27 octobre 2015 pour le profit. Déclare recevable l'action de la requérante. Ordonne le partage de la succession de feue Bertonier Nogaüs entre la requérante et ses cohéritiers qui établissent la vocation héréditaire. Commet l'Arpenteur Louis Masnaire comme expert ; lequel prêtera serment avant de visiter les lieux et immeubles, pour dire s'ils sont partageables en nature sinon posséder au lotissement le plus avantageux dans l'intérêt les cohéritiers ; commet entre autre le Notaire Rony Rameau de la Juridiction d'Aquin pour les opérations de compte, de liquidation de partage ; commet l'huissier Frits Bernard pour la signification de la présente décision. Condamne enfin la succession aux dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Wadson Brwon, Juge en présence de Me Mané Vana, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, assisté du sieur Paulin Civil, Greffier du siège, en audience civile et publique ce jour 7 décembre 2015, An 210ème de l'indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement action aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civil, d'y tenir la main tous commandants et autres Officiers de la Force Publique et de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi la minute du présent jugement fut signée du Doyen et du Greffier susdits. Ainsi signé Me Michel Glaude, Avocat ; Paulin Civil.

Collationnée pour expédition conforme à la minute avec cinq mots retouchés bons.

Paulin Civil, Greffier

Le CEP de Berlanger se précise !


Les membres du nouveau Conseil Electoral Provisoire



L'installation du Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le sénateur François Anick Joseph

Par Yves Pierre-Louis

Le 6ème Conseil Electoral Provisoire (CEP) composé de : Léopold Belanger, président , représentant de l'ANMH, AMIH, l'oligarchie haïtienne et le Core Group; Carlos Hercule, vice-président , représentant de Chibly Langlois et Patrice Aris; Marie Frantz Joachim, secrétaire générale, représentante de Solidarité FanmAyisyen (SOFA); Frinel Joseph, trésorier, représentant du secteur protestant, et Jean Simon Saint Hubert, représentant du POHDH et RNDDH, Kenson Polynice, représentant du secteur paysan/ vodou, Marie Herolle Michel, représentante du secteur patronal/ Forum économique du secteur privé, Josette Jean Dorcely, représentante du secteur syndical et Jean Lucien Bernard, représentant de l'université, membres a donné une conférence de presse ce mardi 5 avril au siège du CEP pour annoncer que : « La vérification et la clarification des résultats des élections de 2015 est une question qui renvoie à une décision politique. Le CEP n'a pas de compétence pour prendre cette décision politique. Le CEP est un organe technique et administratif », a déclaré Léopold Berlanger. Alors que le peuple haïtien exige la formation d'une commission d'enquête indépendante de vérification devant établir toute la VERITE sur les prétendues élections du 9 aout et le 25 octobre 2015 et qui ont enfin débouché sur un coup d'Etat électoral.

« On ne peut pas parler de calendrier électoral dans la phase où nous sommes » poursuit-il. Mais, il nous faut signaler que Léopold Berlanger n'est pas un profane dans les questions électorales. Il était membre du Conseil Electoral Provisoire que dirigeait Me Jean Gilbert qui a organisé des élections- farces du 17 janvier 1988, sous le régime militaire d'Henry Namphy, portant au pouvoir pour une très courte durée, Lesly François Manigat. Lors, il fut un allié authentique de l'ambassade américaine.

Déjà, de part sa formation sur fond de division et de protestation, ce 6ème conseil électoral aurat-il les coudées franches pour organiser des élections libres répondant aux aspirations du peuple haïtien et sans se courber sous les diktats du Core Group? Selon Berlanger « le CEP n'a pas à dire qu'il veut ou non d'une commission de vérification. Nous avons une seule position : organiser de bonnes élections dans de meilleures conditions, relancer le processus électoral bloqué ; mais pour continuer, il faut que les blocages politiques soient levés ». Nous attendons de le voir à l'œuvre.

Cependant, la question à se poser maintenant est celle-ci : est-ce que sans la formation de cette commission le plus tôt possible, aucun candidat à la présidence ne participera aux éventuelles mascarades, laissant au candidat tètkale le loisir de toujours faire cavalier seul.

C'est dans cette perspective que des membres d'organisations populaires et des étudiants avaient organisé le lundi 4 avril un sit-in devant l'entrée du Palais national et du ministère de la justice pour exiger la mise en branle de deux commissions qui sont indispensables en ce moment : la commission indépendante de vérification électorale et celle d'audit sur la gestion des fonds de CIRH, de PETRO CARIBE et de l'éducation. La commission de vérification, disent-ils, doit être constituée le plus rapidement possible pour débarrasser le Parlement des voleurs, des kidnappeurs, des dealers de drogue, des racketteurs. D'autres dénoncent et condamnent l'ingérence du Core group, de Sandra Honoré, de l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, Peter Mulrean, du Canada, Paula Caldwell St-Onge dans les affaires internes du pays. Ils rappellent aux représentants diplomatiques accrédités en Haïti, les conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires interdisant formellement à un diplomate, quelque soit le pays qu'il représente, de s'immiscer dans les affaires internes d'un autre pays.

Aujourd'hui encore, les étudiants de la faculté d'Ethnologie et de la Faculté de Droit qui se mobilisent, font face à des épreuves des forces répressives. Ils disent haut et fort qu'ils ne veulent pas obéir au Core group et aux *néo cons des Etats-Unis.*

Dans le cas contraire, le CEP de Léopold Belanger connaitra le même sort que celui de Pierre-Louis Opont. Le président provisoire Jocelerme Privert et son Premier ministre, Enex Jean Charles n'échapperont pas non plus à la colère populaire. On dit souvent : « Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, dans les mêmes circonstances.» Aussi, la commission de vérification exigée par tous les partis, sauf PHTK, Core Group et alliés, est une condition sine qua non pour la poursuite éventuelle du processus électoral.

Alors que La Plateforme Pitit Dessalines rappelle au président provisoire Jocelerme Privert qu'il n'a pas à céder aux pressions internationales concernant la formation de la commission de vérification. Pour toute réponse, Privert se propose de lancer un dialogue avec tous les secteurs de la vie nationale afin de rechercher une solution à la crise : « *Après la formation du gouvernement et du CEP, j›ai les mains plus libres pour lancer le dialogue entre les acteurs politiques du pays* » lançait pour autant Jocelerme Privert.

Il faut rappeler que depuis l'arrivée de Martelly au pouvoir avec le support de la communauté internationale, les élections peinent toujours à se réaliser en Haïti. La communauté internationale représentée par le Core group veut à tout prix imposer une démocratie mesurée à l'aune de la corruption. Le peuple haïtien, de son côté, a juré de ne pas l'obéir. Dans la perspective d'organiser des élections, cinq conseils électoraux ont été constitués, un décret *électoral a été élaboré, la machine électorale* a été mise en branle, mais le CEP croupion d'Opont Pierre-Louis n'est pas arrivé à conclure le processus électoral selon le vœu de la loi et le principe démocratique sacro-saint : ''un homme une voix." Ce 5eme Conseil électoral d'Opont Pierre-Louis, sous la coupe réglée de Michel Martelly et le Core group a conduit le pays dans une crise électorale débouchant directement sur une crise politique sans précèdent dans nos annales. Donc, à ce grand carrefour de l'Histoire, le peuple haïtien doit prendre son destin en main, en restant mobilisé contre toutes les forces réactionnaires d'ici et d'ailleurs, pour la sauvegarde de la souveraineté nationale et de la dignité humaine.

Par ailleurs, le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), le sénateur François Anick Joseph a été installé le vendredi 1er avril 2016.

Pétion- Ville ravagée par un incendie


Photo Crédit : Le Nouvelliste

Un véhicule de pompiers

Par Marie Laurette Numa

Le lundi 4 avril, un incendie a éclaté vers les 8h du matin dans un immeuble situé à l'angle de la rue Lamarre et Villate dans la commune de Petionville. Il n'a pas fait de victimes mortelles ni de blessées comme l'a indiqué le député Jerry Tardieu, il n'y a eu « aucune perte en vie humaine ». Mais, le feu a entièrement détruit certaines maisons dont le marché de quincaillerie, trois immeubles situés à l'intersection et un hôtel Le Perroquet ci-devant le Cubano. Selon les informations recueillies, c'est l'un des plus anciens hôtels-restaurants de la commune.

L'une des raisons de propagation de l'incendie, c'est l'absence de pompiers dans cette commune. Ces derniers dépêchés ne sont parvenus à l'endroit que très tard, puisque bloqués par le trafic pendant plus d'une heure de temps. C'est là la triste réalité du pays qui n'est doté que de deux véhicules de pompiers pour toute l'étendue du territoire ; alors que des millions ont été gaspillés soit dans des carnavals ou des élections bidon.

Et bien sûr, la faute n'est à personne. Les médias lamenteront le fait, que les vrais responsables parmi les autorités s'en tiendront soit à se jeter la pierre, les uns sur les autres, soit à souhaiter que «l'État prenne les dispositions nécessaires», selon la formule bien connue. Et qui c'est l'État ? Personne, assurément. Vogue la galère ! Jusqu'au prochain incendie.

Me Danton Léger, à vos marques !

Par Fanfan la Tulipe

« La politique est l'art de mentir à propos »

Voltaire

L'adage dit que le hasard fait bien les choses. Il semble bien que ce soit le cas pour Me. Danton Léger, avocat, professeur de droit, député du peuple sous la 49ème législature, personnage haut en couleur selon bien des observateurs. En effet, et à ce que j'ai entendu à la radio, *mèt la* se trouvait en Floride, en compagnie des siens, lorsque, de façon inattendue, fortuite, inespérée, il a été contacté – par on ne sait qui – pour occuper le poste de commissaire du gouvernement près le Tribunal de première instance de Port-au-Prince. Me Léger a alors mieux fait que le hasard. Sans hésiter, il a accepté l'offre. Il s'est mis à la disposition de l'État, de la nation. *Gwo zafè*.

J'ai *souvemment* entendu l'ancien député de Léogâne à l'émission «*Ranmase*» animée par Jean Monard Métellus, sur les antennes de Radio Télé Caraïbe, où il a acquis la réputation d'être un «modéré» dans l'opposition au régime de Martelly. On lui prête aussi d'avoir de l'humour bien que je n'aie pas souvenance d'avoir été impressionné par sa prétendue nature *humouresque*. Haut en couleurs, il attire assurément l'attention. Mais n'excelle pas dans l'art de faire de l'humour qui veut.

Par ailleurs, Me Léger prend plaisir à rouler ses r, de façon ostentatoire, consciente, voulue, manifeste, et, surtout, exagérée ; de toute façon, désagréable à mon goût. On s'en rend compte dès que la langue lui fourche, et alors adieu r roulé, r plus roulé qu'Edith Piaf, adieu *ti fransadò*, adieu *vye enteresan* pour épater l'auditoire ou le **prrrrrétoire**, adieu sa posture de «maîtrise» de la langue française, langue d'emprunt au cul crevé. Le pire c'est que des gens, même instruits, trouvent de l'«humour» dans les gesticulades oratoires de monsieur. Comme je ne porte pas dans mon coeur ces *zuzu pa te kwè* de nos classes moyennes !

C'est Me Jean Roudy Aly, Directeur général du ministère de la Justice, qui a procédé à l'installation du *zuzutant* Léger, en remplacement de Me Clamé Ocnam Daméus qui avait pris la succession du jeune commissaire du Gouvernement Kerson Darius, après le fameux procès de Sonson Lafamilia. Me Léger a prêté serment devant le doyen du tribunal de 1ère instance de Port-au-Prince, Me Bernard St. Vil. Ce dernier a fait au nouveau commissaire un petit laïus au cours duquel il a demandé à l'assermenté de «promettre de faire **rrrrrrespecter** la devise de la Justice qui est une femme aux yeux bandés».

Léger, «le coloré», a bien montré comment en tous temps il peut et sait se faire remarquer : en effet, durant son intronisation, il a prétendu qu'il allait faire parvenir sa lettre de démission au ministre de la Justice qui pourra s'en servir dès que celui-ci ne voudra plus de sa collaboration. Le fera-t-il vraiment ? L'a-t-il déjà fait ? Ou bien était-ce sa façon de faire preuve d'«humour» ? De toute façon, Léger a tenu à ne pas être en reste avec la femme aux yeux bandés. En effet, il s'est dit déjà bien *bandé* pour servir la nation, et si jamais le cœur lui en disait au ministre de la Justice de le *débander*, qu'à cela ne tienne ! Il acceptera avec grâce la *débandition*. Le hasard aura encore bien fait les choses.

Me Jean Danton Léger, «un autre membre du clan Lavalas, [est] un personnage connu de la basoche et du pays pour son verbe quelque peu ronflant », selon ce que rapporte le journal *Le National* (No. 211). À ses *ronflanteries*, il faut ajouter que *mèt la* «connaît le milieu, les rouages, tout le monde, le système», c'est ce qu'a avancé avec assurance le Directeur général du ministère de la Justice, Me Jean Roudy Aly, un autre *basochard* de la même engeance *fransadò* que Léger, mais qui ne maîtrise pas encore la technique laryngo-uvulo-linguale de ses r avec pédanterie, affectation, recherche, emphase, **affèterie**, **minauderie** et, à la limite, cuistrerie.

Me. Aly s'est fait le devoir de rappeler à Léger sa nouvelle et lourde tâche d'«intervenir en faveur des personnes les plus vulnérables», à savoir «les femmes enceintes, les mineurs». Seulement eux, Me. Aly ? Voyons, arrêtez de *basocher*. Et les chômeurs ? Les cireurs de chaussures ? Les petites marchandes sous le poids impitoyable de taxes distribuées au hasard des caprices du percepteur d'impôts ? Les chauffeurs de taxis ? Les travailleurs en général et plus particulièrement ceux et, surtout, celles qui s'éreintent dans les usines d'assemblage des Apaid et consorts ?

Que dire de dizaines de milliers de petites bourses qui «battent de l'eau pour faire du beurre» ? De la domesticité dont les services sont mal payés, des *restavèk* livrés à la rapacité, la cupidité, la cruauté de maîtres et maîtresses dépourvus d'humanité ? Sans oublier les handicapés dont deux d'entre eux, deux sourdes-muettes, viennent d'être les victimes de l'effroyable barbarie de criminels dont la cruauté peut-être liée au «banditisme légal» instauré en Haïti au cours de ces cinq dernières années. Quid de la vulnérabilité de tout ce monde ? Je me fais peut-être du souci. Pourquoi mon agacement, étant donné que Me Danton Léger s'est ainsi engagé devant la nation : « Je jure d'observer la Constitution, d'appliquer, dans l'exercice de mes fonctions, les lois en vigueur, et d'aider à la distribution d'une saine et impartiale justice, et de me conduire comme un digne et loyal magistrat» ? Le tribunal lui a donné acte de son serment, de ses *verba*, tandis que les citoyens et citoyennes l'attendent au *kalfou danjere* des *acta*.



Me Jean Danton Léger, « ...un personnage connu de la basoche et du pays pour son verbe quelque peu ronflant »

On peut comprendre mon agacement, et même mes *agaçades*, d'autant que *mèt la* a déjà commencé à montrer la couleur de ses tendances démagogues et *ronfladò*. Écoutez celui en qui le président provisoire, le *proviso* Privert, a mis toutes ses complaisances: « La justice que Danton Léger **aurrrrra** à distribuer, c'est une justice qui ne **serrrrra** pas à gauche (sic), elle ne sera non plus à droite, elle ne sera même au centre (resic), ce sera de la justice tout court». Ni à gauche, ni à droite, ni même au centre, *kote l ap ye* ? *Nan syèl* ? D'ores et déjà on peut augurer d'une justice «légère», je veux dire à la Léger, une justice qu'il faut carrément qualifier de *dwategòch*, et même suspecte.

On doute fort que Me Léger soit aussi peu bavard que son prédécesseur, Me Clamé Ocnam Daméus, devenu commissaire du gouvernement peu après le fameux procès de Sonson Lafamilia relaxé par le juge Lamarre Bélizaire. Daméus avait luimême remplacé Me Kerson Darius Charles mis en disponibilité, pour sa piètre prestation durant les audiences dudit procès, affaire bâtarde s'il en fut et menée dans les coulisses. Une vraie salade pénale arrosée de vinaigrette mickyste. Truculent comme on le connaît, Me Léger ne s'abstiendra pas de s'exhiber, de se montrer, de s'exposer, de faire étalage de son «humour» et, surtout, d'une diction *zuzutante*, pédante, prétentieuse, pompeuse, valorisant et privilégiant ses r.

On attend Me Léger à l'œuvre. Il est d'ailleurs déjà à ses marques, ayant prêté serment. On l'attend aux entournures, aux encoignures de l'Histoire. N'avait-il pas tenu, lors d'une émission « Ranmase » de Radio Caraïbes, en mai 2015, d'extravagants et tapageurs propos à l'effet que s'il était commissaire du gouvernement, il aurait arrêté la première dame pour usage de faux ? Était-ce tout juste pour épater la galerie d'un aréopage de grands hâbleurs, baratineurs et bonimenteurs triés sur le volet ? Était-ce une *ranmassade* pour plaire aux fans de Jean Monard ? Était-ce de l'«humour», assurément noir ? Me Léger devrait s'apprêter, aujourd'hui, à faire un peu d'humour… rose et faire en sorte que la grasse *grimelle* de luxe de Micky vienne répondre de ses *fausseries, menteries, tromperies, turbulenteries* et *polissonneries* devant la loi. Faites-nous voir vos couilles, *mèt la*, enfin, pas littéralement.

Ce n'est pas tout. Il n'y a pas que madame à avoir été épinglée par les avocats Newton St. Juste et André Michel pour corruption. Il y a aussi et surtout le ténébreux et *croupionneux bandi legal* Michel Martelly dont seulement le nom est synonyme de *move zafè*, et qui, en complicité avec le truand international Laurent Lamothe et d'autres larrons *gòch*, tous liés au scandale de Petro Caribe, a siphonné les fonds dont étaient censés bénéficier l'État et les Haïtiens. *Carthago delenda*, Carthage doit être détruite. *Pillagi arestandi*. Les pillageurs doivent être arrêtés.

La ténébreuse affaire de Clifford Brandt dont l'audience est en cours d'audition au palais de Justice, devrait être une priorité pour Me. Léger. En effet, Me Jean Roudy Aly a sermonné le nouveau titulaire du poste de commissaire de gouvernement en ces termes : « On sait que le commissaire de gouvernement défend les intérêts de la société [...] Il intervient dans tous les cas qui intéressent l'État et la société en général.» Justement, il s'agit d'un cas typique intéressant la société au plus haut point, celui du comportement *crapulard, arsouillard, verminard*, charognard, d'un criminel endurci, grand salopard devant l'Éternel, fils de la grande bourgeoisie, *asasen granrak*, chef de gang, répondant au nom de Clifford Brandt. Me Léger, vous avez la **parrrrole**.

Libre à vous, Me Léger, de rouler vos r et de *faire l'intéressant*, mais ne comptez pas nous **rrrrrouler** dans la farine de votre habituelle et ronflante grandiloquence, ne pensez pas non plus rouler votre bosse à bluffer le contribuable, à tourner en rond, à faire des yeux doux aux avocats de Clifford Brandt, à tergiverser, à nous prendre, nous les dignes fils de l'empereur, pour des canards sauvages. Non, Me Léger, *ramassez votre caractère*, et faites diligence. Nous ne croyons pas un traître mot de vos déclarations à savoir que cette nomination vous est comme tombée du ciel. Non, vous étiez à l'odeur du fricot, et de vos *fricoteries* lavalasso-privertiennes, vous en êtes sorti commissaire du gouvernement. Alors, *démêlez vos guêtres* de façon à rendre «une saine et impartiale justice».

Les citoyens sont en proie, au quotidien, aux agressions généralement mortelles des bandits. Civils aussi bien que policiers, enfants et adultes, jeunes et vieux, *fanm kou gason,* font les frais des violences **effrrrrrénées** de criminels sans foi ni loi. Il reviendra donc à Me Léger, de concert avec la PNH, de mettre en œuvre les grands moyens pour protéger la population civile non seulement contre les dangereux malfrats qui écument la métropole d'Haïti, mais aussi contre de probables dérives et excès de policiers portés à la vengeance ou à se faire justice euxmêmes, car hantés par le spectre des exécutions de leurs frères d'armes.

Assermenté le samedi 2 avril, Me Léger a affirmé avec la **trrrrrruculente** *ronflance* qu'on lui connaît : « Je suis au travail dès dimanche, [il faut que] l'on commence à faire sentir à la population qu'il y a un vent de justice qui est en train de souffler sur Port-au-Prince»; par la suite, il s'est empressé d'ajouter, en s'adressant à Me Jean Roudy Aly, Directeur général du ministère de la Justice : «*Ou mèt konte sou mwen*». *Ou tande bèf*, allez voir si le bovidé a des cornes… Alors, Me Danton Léger, à vos marques ! Si vous êtes vraiment prêt, le peuple vous dit : partez ! Et puis, ne vous arrêtez pas en chemin. *Pa rete ! Pa rete* ! Et surtout, *pa rate pèsonn moun…*

3 avril 2016

Ayiti, nou mele!

Guy-Gérald Ménard

Gen yon epòk, sa te konn fè m mal anpil lè m tande Ayisyen parèy mwen ap di : peyi a pa gen moun. Pou mwen menm, sa te vle di peyi a pa gen moun konpetan ankò ; se sou dyaspora a sèl li ka konte. Enben, sa te pran m anpil tan pou m reyalize ki jan mwen te twonpe m. Mwen fini pa konprann : gason kanson ak fanm vanyan ki kwè nan yon ideyal e ki pare pou defann konviksyon yo jiskobou se yon espès ra ki vanse disparèt bòrisit. Jounen jodi a fòk yon moun gen moral solid pou li pa moli, devan espektak makawon politisyen kowonpi ak tiboujwa opòtinis ap ofri pandan peyi a ap debat ak yon reyalite malouk.

Depite ak senatè tizè pouvwa ap bat lestomak yo dèske yo reyisi fè yon koudeta palmantè, lè yo fòse Ayiti fè bak swasanndis lane nan òganize vòt segondegre pou prezidan. Yo mete sitwayen deyò nan pwosesis la pandan yo di y ap vanse sou chimen demokrasi. Se tankou yon moun ta pran okazyon pou Okay epi li vle fè ou konprann se Okap li prale. Ayè Egzekitif la te fè kou l konnen pou fè Palman an sèvi bwa dan, jodi a Palman an sòti pou pran kontwòl Egzekitif la. Apre gato ministè fin separe dèyè pòt, aloufa yo pa jennen pou ekri lèt ofisyèl pou mande direksyon jeneral. Zonbi goute sèl…



Misye Anbasadè Peter Mulrean fè konnen nou pa bezwen komisyon verifikasyon k ap fè n pèdi tan.

Tilolit fè konprann politik pa kesyon ideyoloji, konviksyon ak pwogram ankò, men se zon zafè dil. Sa pa anpeche chèf pati rablabla ipokrit ap mache di yo pa nan gouvènman menm lè grantoryan nan pati a jete chapo senatè pou pran palto minis. Sa pa etonan. Si n sonje byen, se menm chèf pati opozisyon sa a bonnanj li t al flannen lè yon lòt gwo bwa nan òganizasyon an te kandida pati gouvènman an t ap soutni a nan eleksyon memorab segondegre a. Mezanmi nou mele.

Nouvo Konsèy Elektoral Pwovizwa (KEP) a potko prete sèman Palè Nasyonal dekrete se konsèy la ki pou deside si ap genyen yon komisyon verifikasyon endepandan jan pati politik ak sosyete sivil la mande. Se wete chay sou tèt mete sou zepòl. M te kwè se kesyon verifikasyon an menm ki fè eleksyon yo pa t fèt epitou se sa ki te mennen sou tapi zafè prezidan pwovizwa a ? Pouki yo pran nou la ? Yo panse nou tout se yon bann kouyon ki chita sou tande nou. Ala traka papa ! Granmanjè anvayi lakou palè. Misye Anbasadè fè konnen nou pa bezwen komisyon verifikasyon k ap fè n pèdi tan. Sa ou tande a zòt ap vire lang li nan bouch li. Gen twòp zanno kay òfèv.

Ayisyen pran nan twa wa : wa yan, wa gentan konnen, wa tèktègèdèk. Sa n ap di nan sa ? Depi kèk tan gen yon pawòl ki alamòd : pwoblèm pa p janm fini. Sa se vre. Men tou fòk nou mande kilè y ap kòmanse jwenn solisyon. Nouvo gouvènman monte, zotobre fè bèl diskou. Pèp la bouke tande bèl diskou. Li mande aksyon. Nou abitye wè Premye Minis ak bòkit dlo sou tèt pou touye dife. Se bon pye l ki fè dife pa touye l. Ti bokit dlo pa sifi pou kalte dife k ap boule nan peyi sa. Ayiti pa bezwen gouvènman ponpye. Pa gen ase kamyon ponpye nan peyi a. De kamyon ponpye edmi pou sis komin ki fòme zòn metwopolitèn nan. Se yon blag. Sa pa nòmal. Otorite nan peyi isit depanse milyonven pou konsè, kanaval, vwayaj, bèl machin, bèl kay, men yo pa kapab mete kanpe yon bon sèvis ponpye ? Lavi sitwayen yo, byen sitwayen yo pa konte ? Nou bezwen yon lòt kalite leta. Si se pa sa nou mele.

Deklarasyon kont grangou ak enjerans

Enjerans,koudeta, grangou:twa (3) zam boujwazi revandèz la ak kominote entènasyonal enperyalis la pou aplikasyon plan neyoliberal la nan peyi Ayiti.

8 avril 2016 la ap fè 8 lane depi plizyè milye moun tout kote sou bout tè papa Desalin nan te pran lari pou rele anmwey kont grangou ak lamizè ki tap taye banda sou administrasyon Preval-Alexis a, yon mannyè pou egzije leta peze souse a respekte dwa lamanjay konstitisyon 87 la (Atik 22) bay ak tout Ayisyen alawonnbadè. Yon grangou ki te tèlman rèd pou mas yo, yo te rele l grangou klowòks oubyen grangou asid batri.

8 lane apre, gwo trip toujou kontinye vale ti trip: grangou pi rèd. E boujwazi revandèz la kontinye ap fè gwo pwofi sou pwodui alimantè lap enpòte. Leta restavèk la kontinye ap aplike plan lanmò yo bay ti non neyoliberal la anba dikte Fonds Monétaire international (FMI), Banque Mondiale (BM) ak peyi enperyalis yo; pandan pwodiksyon agrikòl nou an alagraba.

Li enpòtan anpil pou nou raple jouk rive nan lane 80 yo, Ayiti te gen grandèt majè li nan zafè lamanjay pou tout pitit li. Li te prèske pwodui tout manje peyi a te bezwen pou tout Ayisyen te manje vant deboutonnen. Se sa nou ta ka rele nan lang save: yon peyi ki te prèske gen otosifizans alimantè l. Dayè, rapò coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) ki te fèt nan lane 2010 la te klè sou sa: nan lane 1981, se sèlman 19% pwodui alimantè nou tap konsome nou te enpòte.

Apre konsta sa yo, kesyon nap poze tèt nou se: kisa ki lakoz majorite pèp ayisyen an ap viv nan grangou epi yon ti ponyen boujwa ap fè gwo milyon ak pwodwi alimantè letranje yap enpòte pou revann? Ki konsekans mòd pratik neyoliberal boujwazi machann sa gen sou pwodiksyon agrikòl nou an ? Kisa nou dwe fè pou n konbat grangou sa ki se konsekans aplikasyon ekonomi neyoliberal sa?

Apre anviwon 30 lane diktati fewòs, depa Jean Claude Duvalier7 Fevriye 1986 la te bay mas popilè yo gwo lespwa, tèlman van chanjman an tap soufle fò. Men, se te byen konte mal kalkile paske nou te pran nan yon tranzisyon ki te kwit ak chodyè vyolans koudeta entènasyonal kominotè a, ki tabli ejemoni l sou ekonomi peyi a, atravè yon sitirasyon enstabilite politik li kreye pou jouk kounya.

Naomi Klein, nan liv li " la stratégie du choc", montre aklè kòman anpil peyi enperyalis tankou Etazini, Angletè itilize kòm metòd: koudeta militè, gè, diktati ak represyon politik (anprizònman, bastonad, kan konsontrasyon, egzil elatriye....) pou enpoze ekonomi neyoliberal la nan monn nan. Chili, Ajantin ak Ayiti se kèk egzanp nou ka site nan rejyon an. Menmsi depi ane 2000 yo, enperyalis yo itilize yon fòm ki mwens brital nan ka Ayiti a (Prezidan Jean Bertrand Aristide rele l Koudeta Modèn).

Nan sans sa, soti ane 86 pou rive 2010, " kominoteentènasyonalenperyalis la" telegide plizyè koudeta militè sou bout tè papa Desalin nan, tankou koudeta 20 jwen 1988 la kont prezidan Manigat, oubyen kont prezidan Jean Bertrand Aristide nan lane 30 septam 1991; plizyè rejim poutchis tankou rejim Henry Namphy nan lane 88 apre ranvèsman Manigat, oubyen rejim lyetnan jeneral Raoul Cedras ak kolonèl Michel Francois nan lane 91 apre ranvèsman prezidan Jean Bertrand Aristide; E nap raple tou koudeta 29 Fevriye 2004 la kont prezidan Jean Bertrand Aristide ak koudeta elektoral yo: 2006 pou Preval te ka prezidan, 2010 pou Martelly te ka prezidan, ak tantativ koudeta elektoral 2015 lan pou te enpoze Jovenel Moise sou san pèp la, menmsi fwa sa enperyalis la te kase dan l jouk li fè bak 22 janvye 2015 fas ak yon gwo mobilizasyon popilè kont pwojè l la. E li enpòtan pou nou konnen 2 premye koudeta yo fèt ak anpil vyolans ak represyon politik.

Se nan kontèks koudeta militè, rejim pouchis, gouvènman defakto, vyolans ak represyon sou mas yo, entènasyonal kominotè a rive enpoze ekonomi mache libe libè li a pou fè lamizè ak grangou donnen tankou djondjon nan mas yo.

Se konsa, soti nan lane 1986 pou rive nan lane 1996, FMI ak Banque Mondiale te enpoze ak yon bann dirijan Ayisyen yon Programme d'Ajustement Structurel (PAS) ki kokobe pwodiksyon agrikòl nou an ak yon liberasyon komèsyal ki taye selon enterè pwodwi peyi enperyalis yo sèlman.

Konsa, sou zòd kominote entènasyonalenperyalis la, fenomèn sila te kòmanse ak gouvènman restavèk Conseil National du Gouvernement (CNG) ke lyetnan jeneral Henry Namphy tap prezide a, kote li te pran desizyon bese tarif dwanyè sou yon bann pwodwi pou louvri vant nou bay pwodwi letranje. Nap pale pwodwi peyi a te pwodwi agogo (Alterpresse, 15 Avril 2013). Yon mannyè pou kraze ekonomi agrikòl nou an, pou fè plas ak pwodwi letranje.

E nan lane 1994- 1995, apre yon koudeta militè sanginè kominote entènasyonalEnperyalis la te telegide, leta Etazini sou prezidans Bill Clinton, pou nou site menm tèks la, te fòse prezidan Aristide ki te nan egzil lakay yo, siyen yon akò pou desann tarif dwanyè sou lòt pwodwi ankò tankou diri, yon pwodwi pèp Ayisyen an te pwodwi agogo nan epòk la.

Nan menm lojik koudeta epi enjerans sa, apre kominote entènasyonal enperyalis la te fin pouse do Prezidan Jean Bertrand Aristide nan lane 2004, yo te mete yon ansyen kad Nasyonzini (Gérard Latortue) premye minis peyi

suite à la page(14)

Katye Solino

Sa fè lontan mwen pa mete pwent pye m lòtbò sila. Sa fè lontan je m pa tonbe nan je l. Sa fè lontan mwen pa kenbe men l pou m janbe 7 jou nan semèn nan. Katye Solino anndan vant Delmas 24 se la m grandi. Jiska laj dizan. Se la mwen wè boujonnen premye zepi nan jaden. Se la mwen aprann gade zetwal nan je lè lannwit tonbe kadanse kò l. Sa fè lontan se kòmsi sa te ganyen 100, 1000, 2000 lane.

Granmè m ta di mwen « avan yè la wi ti lèzanj mwen ».

Katye Solino toujou ap ban m jòf sou fèy papye ke tan joni. Mwen pran plezi pou m gade l nan je papiyon lasenjan. Mwen pran plezi pou m gade l nan tout twou pòt ki egziste bò lantouray.

Granmè m ta di mwen : « avan yè la, avan yè la ».

Katye Solino ! Vennsizan pase. Memwa m kole sou po m. Souvni w ap koule anndan kè m kou yon bèl sous dlo nan mitan de pla men m. Se pou di w konbyen ou fè wonn pòt douvan miwa m chak jou.

Mwen pa ka bliye ti gout swè sou manch wayabèl mwen nan jwèt lago deli, jwèt manman papa, jwèt tifi ak ti gason.

Mwen pa ka bliye jwèt woule sèk anba lapli, fè lago deli ak lajounen lannwit, chita anba pye bwa lannwit, jwe boul chosèt, fè chenè anba nyaj ki pran kouri anpadtòti, jwe chenè ak ti grenn pousyè van baskile byen fò.

Se tout sa kif è m rekonekte ak anfans mwen ki te frajil tankou bouji anba je granmè mwen HENRYET DIVENN moun vil Bèlans.

Se tout sa kif è m rekonekte avè w pi lwen epi pi pre.

Katye Solino ! Vennsizan pase, tout dans ou, tout pawòl ou, tout kantik ou retounen nan mwen, ban m fòs pou m janbe pon lemonn antye.

Vennsizan pase. Mwen wè w tounen yon gwo bidonvil. Lavi sanble bliye w. Timoun bliye tire kont. Granmoun yo bliye bèl lodyans.

Lòt bò dlo kote swadizan lavi gen koulè myèl yon katye ki pote yon non panyòl, yon non chinwa pran plezi flache m ak grant limyè nan kadans rèv lèzòm mwen.

Li ban m jòf sou fèy papye ke tan joni. Li gade m nan sezon papiyon lasenjan. Mwen toujou pran plezi pou m gade l nan twou pòt ki egziste.

Vennsizan pase. Map gade l ak yon kè delala, yon kè vide, yon kè ki pandye nan basen souvnisan mete san retire.

André Fouad

Pòtoprens

Ou panche tèt ou
jis li rive nan lanmè
kou yon timoun k ap danse
yon mizik ankenn lòt moun pa tande
ke rad ou tranpe nan dlo
lode lanmè a monte
chifonnen trip mwen
m anvi danse sou pwent kè m

Nan memwa m
ou gen yon kadans gran fanm
yon jan ou poze siyati w
sou pye flanbwayan m
kote rèv mwen kontre ak manti m
yon gangans ki sòti lwen
tankou yon tèt mòn ki
konnen li pa kanmarad
pyès nyaj

Anvan solèy kouche figi w chanje
Mwen pa tande vwa a
lè ou rele
li kase tankou yon lanp
ki konnen limyè a pa p ba l chans
yon bal kip a bezwen gachèt ni
revòlvè pou l blese w
Sèvèl ou blayi
adwat anlè agòch atè
nan fon gòj mwen anba pye m
dèyè memwa m
kote ou ye ?

lè je m tonbe sou retay lavi
anba galri
mòso mizè k ap tranble
pou van pa dezabiye l devan lapopilas
anvi kriye pran m
tankou yon vye sèvyèt
si tèlman sal
pèsonn pa vle tòdye l
yon dife depi lavèy
pèsonn pa vle soufle l
Lè m ap chache w
anba nechèl ak echafo
pye m lou tankou kè grenn
lè lantèman fin chante

Jodi a m ta renmen w
chanje kostim pou n al danse
ou pa p bezwen riban tafta
sou chak pwent poto elektrik
ou pa p bezwen
gato ak gilann pou rakonte istwa w
n ap ranmase tout kè kontan k ap drive
tout anvi jistis k ap vejete
nan kwen lari
sou galata
n ap sanble timoun
tout koulè
tout katye
pou yo pale je louvri
kè nan men
sou bèl plas piblik
kote pèsonn
pa p separe
lavi an plizyè moso
pou kenbe malere nan kanivo

Evelyne Trouillot

Lanmou seriz

Pou Evelyne

Sou barikad flanm ap niche nan je w
Yon tach san ap flote
San vwa mil vwa bat lamadèl
Sèkle lannuit
Pou plante jèm lespwa
Lonbraj Èlza ap suiv tras pye w
Nan yon powèm ki pa janm ka fini
Cheri di mwen:
Ki bò Lapousiyè rete ?

Nan sezon mabouya
Lanmou donnen koulè seriz
Zòrye m tranpe nan sant kannèl
Lè flè tandrès bo larivyè.

Guy-Gérald Ménard

Pot Mato

Pot siyameto
Pot biren
Vin ede m demoute vil la
Pyès pa pyès
S on vye kanntè madansara
Ki fè aksidan nan mòn Pilbowo
Vitès deraye
Fren vòltije
Tout kòl kanni
Depi sou prezidan bann machwè
Rèv kankannen kat wou anlè
Pa gen plas nan simityè
Pot tonnavis
Vin ede m demoute vil la vis pa vis
S on vye radyo k pa bay
Nouvèl jenès ankò
Pousyè manje mote l ak opalè l
Sa fè lontan l sote
Nan gwo kouran wottansyon
Sant boule a toujou la
Ap takinen sèvo
Vin ede m debougonnen l
Demangonmen l
Deplòtonnen l
Deboulonnen l

Jeudinéma

L'ambassadeur américain Peter F. Mulrean vole-t-il au secours des bandits en Haïti ?

Par Leslie Péan

Haïti vit une sorte de malédiction depuis que le despotisme militaire des premiers jours est entré dans nos mœurs. Depuis l'instauration du métayage (de moitié) permettant au propriétaire des plantations de s'accaparer de 60% de la récolte [1]. Depuis qu'à la question de couleur mulâtre/noir s'ajoute le contentieux créole/bossale avec « *les noirs créoles qui ne veulent pas qu'on les confonde avec les Africains, qu'ils regardent comme des barbares, sont loin de valoir autant qu'eux pour la culture* [2]». Depuis lors, la situation d'Haïti est celle des Danaïdes, dont le tonneau ne se remplit jamais. Essentiellement, le chantier mis en œuvre par le père fondateur ne répond pas aux normes courantes d'une république. Comme c'est le cas avec les routes où deux véhicules ne peuvent rouler de front. Et conséquence régulière, en cas de panne, tout le monde est bloqué.

Après son assassinat le 17 octobre 1806, Dessalines a été effacé de la mémoire pendant près de 40 ans. En refusant d'arrondir les angles autour de cette figure emblématique, Haïti perd une partie d'elle-même et de son identité. Elle n'arrive pas à faire le tri critique qui lui permettrait de rejeter l'ivraie des pratiques autocratiques et de garder le bon grain de la liberté. Les rapports de pouvoir instaurés sous Dessalines inaugurent l'instabilité politique. Le pouvoir à vie a fait bouillir la marmite au point que le couvercle a sauté et avec le chef. Le refus de l'alternance est consacré. Chaque président choisit son successeur pour garantir son impunité. Pour assurer qu'il ne sera pas poursuivi pour ses crimes et pour le pillage de la caisse publique.

De ce fait, la ligne de fracture augmente et la corruption prend une dimension monumentale. La confiscation du débat public par le chef enfonce le pays dans la crise. La conspiration contre Dessalines a commencé car il voulait la vérification des titres de propriété. Tout comme aujourd'hui, les démocrates et progressistes veulent la vérification des résultats des élections du 9 août et du 25 octobre 2015. Les partisans du PHTK de Martelly qui ont saigné le pays à blanc[3] et organisé les fraudes électorales massives savent quelque chose qu'ils veulent cacher. Ils prennent la menace au sérieux. Ils ont mauvaise conscience. D'où le bras de fer actuel avec les démocrates et progressistes dans lequel l'ambassadeur américain Peter F. Mulrean se veut l'âme damnée. Depuis quatre mois, ce dernier mène campagne contre toute transparence [4]. Les Etats-Unis qui font la pluie et le beau temps en Haïti, sont-ils en train de refuser que des élections libres, honnêtes et sincères aient lieu dans ce pays ?

Les politiciens marrons

Personne n'a pu s'atteler à l'éradication des mauvaises pratiques inscrites dans le « Plumez la poule » étant donné que la solution de « ne la laissez pas crier » est donnée dès le départ. Dessalines a tracé la voie à suivre pour cacher les dysfonctionnements et éviter d'aller à leur assaut. C'est la thèse que soutient aujourd'hui l'ambassadeur américain Peter F. Mulrean en refusant des audits électoraux et financiers. De tels audits risqueraient d'épingler plusieurs entreprises privées nationales et internationales associées à des complices haïtiens. Les résultats de ces audits conduiraient les instances concernées à traduire en justice les coupables des manquements identifiés dans la passation des marchés publics. Les audits permettraient aussi de déterminer si les fautes commises l'ont été de bonne foi, par ignorance, ou encore si elles ont été



L'ambassadeur américain Peter F. Mulrean

planifiées.

Dans le même temps, on pourrait éclairer pourquoi les incohérences et dysfonctionnements n'ont pas été dénoncés par les politiciens marrons[5] de la Cour Supérieure des Comptes et du contentieux Administratif (CSC/CA), de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC), de l'Unité Centrale de Renseignements Financiers (UCREF), de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et du Comité National de Lutte contre le Blanchiment des Avoirs (CNLBA). L'ambassadeur américain Peter F. Mulrean craint-il que la Commission de vérification démontre le rôle joué par la communauté diplomatique et certains lobbyistes pour blanchir dans les paradis fiscaux les millions de dollars volés par les « *bandi legal* » du gouvernement Martelly ? Cette question d'une grande actualité traverse tout le mouvement politique et social haïtien. Le débat est capital et le peuple haïtien a l'obligation d'y répondre de la manière la plus rationnelle et la plus efficace. Les démocrates et progressistes sont en ordre de bataille, dans la sérénité, la discipline et la détermination.

Nombre de démocrates ont dénoncé documents à l'appui les extravagances et folies orchestrées lors des contrats financés par les fonds provenant du projet PetroCaribe. De nombreuses personnalités sont mouillées et épinglées à cause des dépenses commanditées par le gouvernement Martelly. Des décaissements à hauteur de 13 millions de dollars par stade de football ont été effectués ; alors que l'entreprise Secosa réalisant ces constructions n'a été payée que de la modique somme de 500 000 dollars. Comme l'a démontré Radio Zenith au cours de la semaine du 28 mars 2016, ces faits incriminés entrant dans le passif de l'administration Martelly concernent plus d'une dizaine de stades de football. Quelles sont les personnes éclaboussées par ces écarts très élevés sur les prix appliqués dans les marchés ? Quels sont les rapports entre ces écarts élevés et le financement des candidats du PHTK aux élections ? Pourquoi l'ambassadeur américain Peter F. Mulrean veut-il empêcher qu'un audit soit fait pour savoir où est allée la différence récupérée ?

Des dérapages dans tous les sens

Les millions mis à la disposition d'Haïti par le peuple frère vénézuélien sont des ressources rares qui n'ont pas été utilisées avec efficience par les « *bandi legal* ». Les projets d'investissement n'ont été l'objet d'aucune analyse rationnelle. Aucun calcul économique en termes de coûts et bénéfices n'a été effectué pour déterminer la contribution de ces investissements à la richesse nationale. De plus, le passage en force de ces investissements s'est fait en dehors des procédures institutionnelles de passation de marché. Pourquoi ces contrats de construction de stades de football ont-ils été tous attribués à l'entreprise Secosa ? Où sont les publications d'avis général de passation des marchés ? Où sont les procès-verbaux d'ouverture des plis délivrés aux soumissionnaires ? Où sont les publications d'avis d'attribution provisoire ? Où sont les avis d'attribution définitive ? Qui a autorisé le dépassement des dépenses par rapport au montant des contrats ? Où sont les garanties de bonne exécution de ces contrats ? Pourquoi l'ambassadeur américain Peter F.

suite à la page(16)

Vers un changement de régime politique en Haïti



C'est un mariage d'intérêt que les parlementaires et Privert ont conclu, en période de vache maigre, ou dans des périodes fastes, ils sont condamnés à vivre ensemble, à périr ensemble

Par Jacques NESI

Les crises politiques en Haïti ont quelque chose de curieux. Elles éclairent, entre autres effets, la nature du système politique. Difficile à cerner dans ses arcanes, le système politique accuse des avancées, intègre dans sa construction les acquis de longues années de combat qui ont vu périr sous les balles meurtrières de la milice duvaliériste, de l'armée vandale, des hommes qui ont cru dans l'idée de Rousseau : oublier les différences, les combats d'individualités, renoncer aux poids des origines sociales, rejeter les inégalités des trajectoires individuelles, le poids du capital social, le déterminisme des lieux de naissance, ne serait-ce que conjoncturel, pour donner naissance au gouvernement d'Enex Jean-Charles, au-delà du « silence des passions ».

Celles-ci ont guidé le rejet de Fritz Jean et confirmé le choix d'Enex Jean-Charles. D'abord, les règles et la procédure adoptée ont été inégalitaires, partisanes, instrumentalisées : pour le traitement du premier, une commission formée a instruit sa demande d'éligibilité en public, sans ménagement, au-delà de toute civilité républicaine, sans aucune réserve, laissant planer des doutes dans l'opinion publique sur sa nationalité, trainant dans la boue la personnalité d'un homme et son honneur, ainsi qu'on jette un os aux chiens. La communication politique engagée par les parlementaires opposés à la ratification de Fritz Jean, aussi précise et réglée qu'une trajectoire mathématique, a été efficace au point que la presse locale n'a pas assez pris de distance dans l'évaluation des intérêts des acteurs en présence. Le parlement, moins exigeant envers Enex Jean-Charles, s'est plutôt décomposé en deux pôles : les trublions et les suppôts de Fritz Jean. Dans ce jeu de dupes, les premiers ont gagné pour avoir su user avec excès des chausse-trappes et des rationalités guerrières : réduction du quorum, blocage des séances, multiplication des scènes provocatrices et burlesques, utilisation outrancière du règlement intérieur, inadaptations des règles. Entre autres, les parlementaires souhaitent, appliquant un règlement intérieur abscons, la majorité absolue des voix favorables au premier ministre, alors que le nombre de députés requis pour l'appliquer n'est pas réuni.

Qu'est ce qui explique la ratification au Parlement d'Enex Jean-Charles, dans des conditions les plus célères de l'histoire parlementaire post-duvaliériste ? Faut-il privilégier comme facteurs explicatifs, sa modération, sa trajectoire, son aptitude de plongeur en apnée (selon le style du florentin René Préval), sa capacité d'adaptation – il a été conseiller de nombreux présidents de la République, toutes tendances idéologiques confondues – sa capacité de négocier. (1) C'est-à-dire sa capacité à obéir aux demandes de postes des parlementaires, à intégrer dans le gouvernement des

suite à la page(15)

Sauveur Pierre Etienne : Docteur en «abolotchologie »

Par J. Fatal Piard

Si tu veux connaitre quelqu'un
N'écoute pas ce qu'il dit
Mais regarde ce qu'il fait
Le Dalaï Lama

Cette pensée du Dalaï Lama sied parfaitement à Sauveur Pierre Etienne alias *ti Sòvè,* un prototype d'*abolotcho* sans commune mesure et à l'instar du nouvel Ati Nasyonal, canadien de son état. Sans plus tarder, tentons de définir pour les non créolophones ce terme pour qualifier les experts en *abolotchologie*. Un *Abolotcho,* c'est un traitre, un hypocrite de surcroit, quelqu'un dépourvu du moindre scrupule qu'on classerait volontiers dans la catégorie des reptiliens.

Entendez par reptiliens les animaux rampant avec ou sans patte. Ces esbroufeurs professionnels, communément appelés *abolotcho* sont disposés à tout tenter pour atteindre leurs objectifs inavoués et inavouables. Bref un *abolotcho* de la trempe de *ti Sòvè* est comparable à un expert en crapulerie dont la principale aptitude consiste à faire exactement le contraire de ce qu'il dit juste pour bénéficier de moult privilèges. Bref un *abolotcho* est comparable à un *ti grangou,* ou un *ti visye.*

Vous n'aviez qu'à suivre son attitude pendant son exil doré au Canada, où il a profité pour décrocher un doctorat en *abolotchologie.* Défenseur acharné de ceux qui ont commis le parricide du Pont-Rouge, à l'instar d'un Stanley Lucas, il feint pourtant de les dénoncer pour mieux créer la confusion dans l'opinion publique. Quand en 2013 K Plim éperdu dans sa fuite en avant après un *dyòb* de ministre, *kote l te panse Mopòd te ka jete Miki*, il avait invité ti Sovè à rejoindre le Mopòd . Voici sa réponse :

« *Je ne saurais jamais me joindre à l'opposition dont le seul objectif consiste à donner un croc-en-jambe au président Martelly. Une telle situation mettrait Lavalas en position de force pour reconquérir le pouvoir. Ainsi, j'apporte un soutien inconditionnel au pouvoir des crânes rasés Mesye tèt san cheve yo* ». Ces déclarations provenant d'un certain ti Sòvè grognant comme un ragot en rut perpétuel voulaient rassurer Miki qui de son coté se sentit confortable dans ses dérives révoltantes *kote l fè 5 lane ap manke tout pèp la dega.*

Paradoxe des paradoxes, ti Sòvè,


Sauveur Pierre Etienne

quelques temps après, sous l'emprise des ressacs incessants de la maladie d'Alzheimer s'en prenait à son allié historique de l'extrême droite Swit Miki. Point n'est besoin d'être Sigmund Freud pour établir un diagnostic confirmant cette pathologie causée par une atrophie marquée des régions temporales internes d'étiologie post traumatique. *Si n konprann byen, sanble Ti Sòvè te tonbe sou tèt depi lè l te nan tete. Sa pa ta dwe fè pesonn sezi si l ta rete konsa l tonbe voye wòch menm jan l te fè sa sou etidyan nan Yera a yo.*

La petite histoire fait croire que ti Sòve aurait été éconduit malhonnêtement du palais national par Gwo Soso qui lui reprocha ouvertement un commentaire désobligeant la concernant *kòm kwa dire manzè pa rive lwen lekòl, sa vle di l mal plase pou l vin pase moun ki gen doktora nan politik lòd,* ce que lui aurait rapporté *Roro ti Bobo Nelson, chèf siveye rapòte nan Palè a.* Ti Sòvè expert notoire en *radotologie* comme le lui reconnait la population entière, et, professionnel du *laloz*, occupe le poste de coordonnateur à vie d'une particule radiophonique.

Baptisée OPL, ce cigle est ainsi défini : Òganizasyon Politisyen k ap Laloz. Pour le plus grand malheur de la cause du peuple, et jusqu'en janvier 2016, l'OPL disposait de trois élus du reliquat du Sénat quand Miki et Stanley Lucas de l'IRI avec sa stratégie *ravèt*, ont eu raison du parlement en janvier 2015. Entendons par stratégie *ravèt* le fait que « *Depi yo pa ka manje manje a yo pito gate l* ». Et cette même stratégie est toujours de mise sous l'administration Privert *ki kite tèt kale yo ap kale kò yo sou moun toujou.*

Le dénommé Andrice Riché, dans son accoutrement de pasteur ne pouvait pourtant s'empêcher de se laisser attirer par le magnétisme irrésistible des matières sonnantes et trébuchantes. Sur fond de verset faisant l'apologie de la morale chrétienne, ce Riché avalisait les gabegies administratives de Miki, de Loran Gagòt et de K Plim bien entendu tout en recevant de fortes commissions en retour. Andrice Riché, passe le plus clair de son temps à prêcher le retour imminent du Christ, pour venir chercher les pauvres et les miséreux ; mais ne s'encombre pas de scrupules pour lécher les semelles de *Loran Gagòt pou l ka ba l 5 milyon goud pou l repentire ti legliz 4 mèt pa 6 mèt li a. Ala de salmannaza papa !!!*

A date Andrice Riché *bon bèje devan Letènèl pa fouti bay fakti kote l te achte penti sa a yo.* Trèves de digression, revenons à notre *abolotcho* principal qui sûrement a reçu sa part de ce pactole de la part de Riché. Parlant de ce Riché, durant son séjour au séminaire on lui a appris comment jongler avec les insanités les plus infâmes pour tourner en dérision ses collègues parlementaires et même le Président Privert.

Si w tande kot nonm Riche sa a ap pale se bagay ki pou bay chen kè plen. Li bliye si se ak lajan mas pòv yo l ap byen mennen konsa *, ti gran moun entatad sa a di nenpòt tenten ki sot nan bouch li, tout moun konprann li senil.* A bien regarder, ti Sòvè, il ne saurait exister de meilleurs experts en abolotchologie qui maitrisent aussi bien la cadence à deux temps du *laloz*. Précisons que les *lalozè* de la trempe de ti Sòvè n'ont jamais de position fixe.

Tantôt à droite tantôt à gauche à l'instar d'un métronome, les *lalozè* passent le plus clair de leur temps à tanguer sans pouvoir rester en place pour un petit instant. Ti Sòvè suivant les traces de Youri Latortue, de Joseph Lambert, de Mario Dupuy et de Rudy Hériveaux, souffrant de la pathologie d'Abolotcho, devrait porter l'étiquett « *Kote sa bon* » de son équivalent français express partout. « *Kote dlo a koule pi fre se la wout abolotcho va kondi li. E se kote zèb yo pi bèl ti Sòvè met patiray li* ».

Ti Sòvè, fieffé radotologue n'émet que des idées désuètes assimilables à de la diarrhée verbale. Personne ne sait par quel tour de magie, ti Sòvè est omniprésent à travers les ondes de ces radios toujours en quête de *zen* sensationnels pour alimenter leur programmation, accusant ainsi un grave déficit de créativité. Et par souci d' « objectivité parfaite », leurs micros lui sont toujours ouverts 24/24h *pou ti Sòvè radote jis li ayik.*

En quoi ses interventions bouillon réchauffé ont-elles aidé à faire avancer la lutte pour l'émergence des couches des bas-fonds. *Chak*

suite à la page(14)

Face au capitalisme globalisé, quelles perspectives pour Haïti ?

Par Alain Philoctète

Ndlr. *L'auteur de ce texte offre une approche, à notre avis, inédite, des «perspectives pour Haïti, face au capitalisme globalisé». Au bout d'une analyse serrée, de niveau académique, du «système totalitaire marchand [qui] soumet tous les aspects de la vie à un développement technologique ainsi qu'à une logique déshumanisante», il lui «semble [que] la voie à suivre, [c'est de] se réapproprier en profondeur la matrice de nos « lakous » (mode vie communautaire) en les transformant positivement en « néolakous » autonomes et libres. De plus, il serait important de mettre en mouvement consciemment le projet de liberté (non pas celui de la liberté abstraite) et de bien-être par l'appropriation sociale "des forces productives" respectueuses de l'Humanité, de la vie et de la nature». Ces perspectives écartent-elles l'aspect fondamental de lutte de classes sous-jacent à ce capitalisme globalisé? Question qui paraît en appeler à un débat d'idées.*

Le mode de production capitaliste, dès son origine, porte intrinsèquement une contradiction : d'un côté, les propriétaires de capital cherchent à augmenter la productivité en introduisant de nouvelles technologies, des machines capables de remplacer les ouvriers. Or ces machines ne font que transmettre leur valeur, déterminée par le temps qui a été nécessaire à leur fabrication. Autrement dit, elles ne peuvent par elles-mêmes créer de la valeur. On appelle cela du « travail mort ».

D'un autre côté, en remplaçant les humains par des machines, les capitalistes diminuent l'utilisation de la force humaine de travail (le « travail vivant ») qui est la seule à créer de la valeur. Chaque producteur privé, chaque entrepreneur cherche à accroître ses gains en productivité en substituant un nombre important d'ouvriers par des machines et en faisant travailler un nombre restreint d'ouvriers sur des machines plus performantes qui elles-mêmes remplacent, « vampirisent » les humains, le « travail vivant ». Cela induit une quête permanente d'accroître la productivité, une violente concurrence, à court et long terme, pour gagner des avantages sur le marché. Cette course folle vise à vendre au plus bas prix. Prenons un exemple, disons un capitaliste (A) propriétaire d'une unité de production disposant d'instruments de travail tels que scies manuelles, marteaux, clous etc., met huit heures pour fabriquer une table. Un autre capitaliste (B) propriétaire d'une unité de production technologiquement plus avancée, utilisant des outils mécaniques, met une heure pour fabriquer cette même table. Le capitaliste (B) qui produit en une heure la « marchandise table » pourra fabriquer selon les normes sociales du travail, huit tables en huit heures de temps. Ainsi, il produira davantage de tables dans la même unité de temps et gagnera en gains de productivité. Si le capitaliste (A) continue d'appliquer les méthodes traditionnelles pour produire ses tables, s'il n'investit pas dans de nouvelles technologies qui lui permettraient d'atteindre le niveau de productivité de son concurrent, il sera « mangé », éliminé sur le marché.

En remplaçant graduellement les humains par une structure économico-technologique, les capitalistes concourent à la diminution de la valeur. Pour Marx, la richesse réelle ou matérielle se mesure en fonction de la quantité des produits créés dans une société donnée. Elle est générée par le travail concret. Toutefois, le « travail » n'en n'est pas la seule et unique source. Cette forme de richesse provient du rapport de transformation de la matière que l'homme établit avec l'aide des forces naturelles. Par contre, la valeur, qui est un rapport social objectivé dans une marchandise, ne découle pas de l'utilité de la marchandise, ni du désir qu'elle suscite, mais de la quantité de travail indifférencié, de travail humain abstrait. Celui-ci s'y est cristallisé, comme une « gelée » invisible, au cours de la production de la marchandise.

Le « travail abstrait », donné par le temps de travail employé, qui est cristallisé dans la marchandise, peut être considéré comme une « pure énergie humaine » mesurée par le temps, « une substance » qui n'a aucun rapport avec le côté concret du travail. Cette valeur s'objective dans l'échange des marchandises sous la forme d'une marchandise particulière, à savoir l'argent. La production de valeur d'usage, dans le capitalisme, est un mal nécessaire toujours subordonné à la seule finalité du procès productif, l'argent. Au-delà de la distribution de la survaleur, source de conflit entre le capitaliste et le prolétaire, la société marchande se présente comme une dynamique anonyme de transformation de chaque activité concrète dans une quantité de valeur et d'argent. Donc, moins de travail abstrait incorporé dans une marchandise équivaut à moins de valeur que possède cette marchandise.

Partout sur la planète cette dynamique bouscule, écrase, domine non seulement les humains, mais également la nature. D'un côté, augmentation sans précédent des investissements dans les technologies qui ne créent pas de valeur, car seule le « travail abstrait » humain la crée. D'un autre côté, mise au rencart de la force de travail ou des capacités de travail des humains au niveau mondial. C'est en fait, la masse globale de valeur qui diminue. En plus de l'aggravation de cette crise anthropologique, la crise écologique, qui résulte des soubassements mêmes du capitalisme, met en lumière la tyrannie de la croissance économique, la finitude des ressources matérielles et la capacité de la biosphère à ingurgiter les déchets produits par la société marchande. En ce sens, le développement des forces productives techniques sous le capitalisme devient par là même des « forces destructrices ». C'est-à-dire « La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et les travailleurs »i.

Dans une telle situation, la production même de valeur tend à diminuer drastiquement et à s'« étrangler » comme le symbole du serpent qui bouffe sa propre queue ou d'une personne qui scie la branche sur laquelle elle est assise, par déficit de rentabilité et par destruction de la nature. En effet, rappelons que l'objectif fondamental de la production capitaliste est la valeur dans laquelle on trouve la survaleur et le profit qui s'expriment sous la forme-argent. La production de valeur d'usage est, dans cet ordre d'idée, secondaire. L'obsession du capitaliste, le profit, le côté visible de la valeur, n'est réalisable que dans le cadre d'une dynamique d'accumulation réelle qui fonctionne. Or, depuis la « troisième révolution industrielle », de la micro-électronique, la production de « richesse réelle » entre en tension aiguë avec la valeur qui rend de plus en plus le travail

suite à la page(14)

As Demonstrators Demand Audits:

Haiti Sees Sixth CEP in Four Years

By Yves Pierre-Louis and Kim Ives

After installing a new government led by Prime Minister Enex Jean-Charles, Haiti's interim president Jocelerme Privert has now passed a second hurdle: setting up another Provisional Electoral Council (CEP) on Mar. 30, 2016. This is the sixth CEP formed in the past four years.

The new CEP has as its president **Léopold Berlanger**, formally the representative of the National Association of Haitian Media (ANMH) and the Association of Haiti's Independent Media (AMIH). Berlanger is also the informal representative of Haiti's bourgeoisie and the so-called "Core Group," the ambassadors who follow U.S. leadership in Haiti.

The CEP's vice-president is lawyer **Carlos Hercule**, who represents the Catholic Church of Cardinal Chibly Langlois and Bishop Patrice Aris.

Marie Frantz Joachim, the representative of Haitian Women Solidarity (SOFA), is the CEP's Secretary General, while **Dr. Frinel Joseph**, representing Haiti's Protestant sector, is the treasurer.

Haiti's human rights sector, represented by the Platform of Haitian Human Rights Organizations (POHDH) and the National Human Rights Defense Network (RNDDH), nominated **Jean Simon Saint-Hubert** to the new CEP while the Peasant and Vodou sector sent **Kenson Polynice**. **Marie-Herolle Michel** represents the business community on the new CEP, while **Josette Jean Dorcely** represents the trade union sector, and **Lucien Jean-Bernard,** the university sector.

Mr. Bernard was a member of the CEP which organized the massively boycotted election of Jan. 17, 1988 that brought to power President Leslie François Manigat. Four months after his Feb. 7, 1988 inauguration, Manigat was overthrown by the same general, Henri Namphy, who put him in power. That 1988 CEP was chaired by Jean Gilbert, who held his election less than two months after a Nov. 29, 1987 election was aborted after paramilitary thugs macheted and shot to death dozens of would-be voters around Haiti.

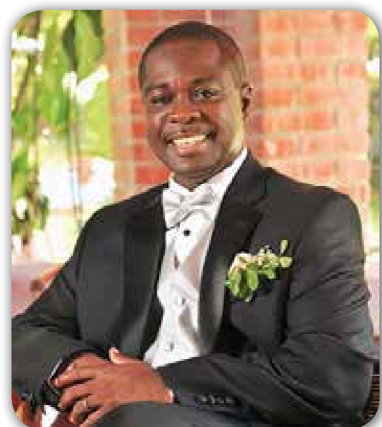
The new CEP is also trying to hold an election in an extremely polarized and volatile political atmosphere. The big question is this: will it annul the Aug. 9 and Oct. 25, 2015 rounds, as demanded by Haiti's people and most of the political class, or will it attempt to hold a third round which accepts the results of the first two, as demanded by the "Core Group"?



The nine members of Haiti's new CEP, the sixth in four years.

Haiti's leading presidential candidates demand the formation of an independent commission of inquiry to review the ballots and tally sheets of the Aug. 9 and Oct. 25 pollings, marred by fraud and violence, to determine what the true results were, if that can even be done. Many doubt it can.

If the independent investigation is not carried out, it is doubtful that any major presidential candidate will participate in the elections whose schedule the new CEP must establish.




Lawyer Carlos Hercule represents the Catholic Church on the new CEP, of which he is vice-president

On Apr. 4, popular organizations and students organized a sit-in in front of the National Palace and the Justice Ministry to demand that in addition to an independent commission of electoral verification, there be formed a commission to audit the management of three funds.



Léopold Berlanger, being sworn in on Mar. 30 as the new CEP President, formally represents the media sector, and informally, Haiti's bourgeoisie and foreign embassies.

First, they want an investigation of the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC), co-chaired by former U.S. Pres. Bill Clinton, which decided how to spend about $13 billion in post-earthquake international aid to Haiti.

Secondly, they want to know how over $1.5 billion was spent by the government of President Michel Martelly out of Haiti's PetroCaribe account, where 40% of all state oil sales are parked to provide capital for social welfare programs. Even Mary Barton-Dock, the World Bank's Special Envoy to Haiti, told the *Financial Times* that "transparency in the use of PetroCaribe funds is minimal." Today, Haiti owes 86% of its foreign debt to Venezuela, and it has not paid the 60% of oil revenues it owes Venezuela up-front for over nine months.

Finally, Martelly and his Prime Minister Laurent Lamothe established an illegal tax (it was never ratified by Parliament) of $1.50 on every international money transfer and five cents on every international phone call. The tax generated tens of millions of dollars which have never been accounted for, although the money was supposed to be "funding education."

The demonstrators also denounced the interference of the Core Group, the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) chief Sandra Honoré, U.S. Ambassador to Haiti Peter Mulrean, and Canadian Ambassador Paula Caldwell St-Onge in Haiti's internal affairs. Under the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations, accredited diplomatic representatives are formally prohibited from interfering in their host nation's internal affairs.

In recent weeks, students mobilizing at State University's Faculty of Ethnology and the Faculty of Law have clashed with the Haitian National Police (PNH), as they clashed with MINUSTAH troops last year. Today, they say loud and clear that they will not obey the dictates of the Core Group and Washington. If Leopold Berlanger allows his CEP to be used by Washington like that of his predecessor of Pierre-Louis Opont, he will suffer the same fate of having to resign in disgrace, they say.

Interim President Jocelerme Privert and Prime Minister Enex Jean-Charles are also not immune from popular anger if they don't establish commissions to verify Martelly's elections and audit his finances, demonstrators say.

Whether you're buying or selling a car, If You Can't Make It To Us,
We'll Pick You Up. Call 888-396-2567 For Complimentary Pick Up.


CONVERTIBLES 33 IN-STOCK

COUPES 46 IN-STOCK

HATCHBACKS 25 IN-STOCK

MINIVANS 179 IN-STOCK

SEDANS 1105 IN-STOCK

UNDER $10,999 50 IN-STOCK

SUVs 720 IN-STOCK

TRUCKs 37 IN-STOCK

DON'T GIVE UP YOUR TAX REFUND!

MAJOR SAYS KEEP IT!

MAJOR WORLD WILL DOUBLE YOUR TAX REFUND AMOUNT TOWARD THE PURCHASE OF A VEHICLE§

OVER 3000 CARS TO CHOOSE FROM ON OUR LOT! CARS STARTING AS LOW AS $3,995!
*2008 Dodge Caliber, 91k mi, STK#17934

GET PRE-QUALIFIED IN SECONDS AT MAJORWORLD.COM WITHOUT IMPACTING YOUR CREDIT SCORE


'12 CHEVY SONIC
BUY FOR: $5,995
PLUS TAX & TAGS
Stk# 20964, 32k mi.


'12 FORD ESCAPE
BUY FOR: $5,995
PLUS TAX & TAGS
72k miles, Stk#7278


'15 NISSAN VERSA
BUY FOR: $7495
PLUS TAX & TAGS
Stk#22078, 11k mi.


'07 ACURA MDX
BUY FOR: $7,995
PLUS TAX & TAGS
104k miles, Stk#10125


'13 TOYOTA COROLLA
BUY FOR: $7,995
PLUS TAX & TAGS
48k miles, Stk#23027


'14 NISSAN SENTRA
BUY FOR: $7,995
PLUS TAX & TAGS
4k miles, Stk#12691


'12 HONDA ACCORD
BUY FOR: $8,995
PLUS TAX & TAGS
32k miles, Stk#1223


'13 NISSAN ALTIMA
BUY FOR: $8,995
PLUS TAX & TAGS
27k miles, Stk#19051


'14 HYUNDAI SONATA
BUY FOR: $8,995
PLUS TAX & TAGS
42k miles, Stk#17885


'13 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $9,495
PLUS TAX & TAGS
28k miles, Stk#17946


'14 FORD FUSION
BUY FOR: $9,995
PLUS TAX & TAGS
19k miles, Stk#22534


'15 VOLKSWAGEN JETTA
BUY FOR: $9,995
PLUS TAX & TAGS
33k miles, Stk#22118


'15 TOYOTA COROLLA
BUY FOR: $10,995
PLUS TAX & TAGS
11k miles, Stk#22424


2014 HONDA ACCORD
BUY FOR: $11,995
PLUS TAX & TAGS
Stk#22987, 33k mi.


'14 NISSAN MAXIMA
BUY FOR: $12,995
PLUS TAX & TAGS
30k miles, Stk#18077


'15 NISSAN ALTIMA
BUY FOR: $12,995
PLUS TAX & TAGS
Stk#20624, 7k mi.


'15 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $13,888
PLUS TAX & TAGS
21k miles, Stk#21725


'15 HONDA ACCORD
BUY FOR: $14,995
PLUS TAX & TAGS
13k miles, Stk#22981


'13 TOYOTA SIENNA
BUY FOR: $14,995
PLUS TAX & TAGS
26k miles, Stk#11973


'16 CHEVY MALIBU
BUY FOR: $14,995
PLUS TAX & TAGS
44 miles, Stk#20432


'14 HONDA CRV
BUY FOR: $14,995
PLUS TAX & TAGS
33k miles, Stk#21947


'14 TOYOTA RAV4
BUY FOR: $15,995
PLUS TAX & TAGS
26k miles, Stk#22240


'12 JEEP GRAND CHEROKEE
BUY FOR: $16,995
PLUS TAX & TAGS
20k miles, Stk#1934


'15 CHRYSLER 300 LTD
BUY FOR: $16,995
PLUS TAX & TAGS
23k miles, Stk#22238


'13 FORD EXPLORER
BUY FOR: $17,888
PLUS TAX & TAGS
27k miles, Stk#20434

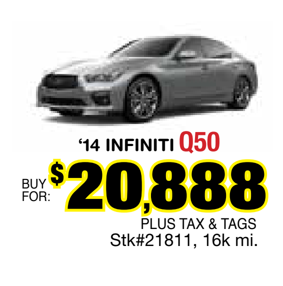

'14 BMW 320X
BUY FOR: $17,995
PLUS TAX & TAGS
33k miles, Stk#22334


'13 NISSAN PATHFINDER
BUY FOR: $17,995
PLUS TAX & TAGS
42k miles, Stk#10534


'14 MERCEDES C CLASS
BUY FOR: $18,995
PLUS TAX & TAGS
28k miles, Stk#20433


'14 HONDA PILOT
BUY FOR: $19,995
PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 9k miles, Stk#10085


'13 MERCEDES E CLASS
BUY FOR: $19,995
PLUS TAX & TAGS
52k miles, Stk#17256


'14 INFINITI Q50
BUY FOR: $20,888
PLUS TAX & TAGS
Stk#21811, 16k mi.


'14 LEXUS ES-350
BUY FOR: $21,995
PLUS TAX & TAGS
48k miles, Stk#22706


'12 MERCEDES ML-350
BUY FOR: $22,995
PLUS TAX & TAGS
48k miles, Stk#18214


'13 LEXUS GS350
BUY FOR: $23,995
PLUS TAX & TAGS
Stk#16079, 48k mi.


'13 BMW X5
BUY FOR: $26,995
PLUS TAX & TAGS
47k miles, Stk#13791


'12 MERCEDES GL-450
BUY FOR: $29,995
PLUS TAX & TAGS
32k miles, Stk#6794

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!







TAKE THE R M SUBWAY TO 46TH ST STOP IN QUEENS

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101

TIRED OF YOUR CAR? WE'LL BUY IT FROM YOU!

Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. §Will match maximum refund up to $3,000 must show proof of tax return. See dealer for details. Offers cannot be combined. NYC DCA#2003442, DMV#7117189. Publication date: 4/06/16. Offers expire 48 hours after publication.

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET • EASY FINANCING! BEST CHANCE TO GET APPROVED IS HERE! EASY FINANCING! ††

Qui sera le prochain président des États-Unis ?

2016 U.S. PRESIDENTIAL RACE

THE DEMOCRATS: HILLARY CLINTON, BERNIE SANDERS, MARTIN O'MALLEY, LINCOLN CHAFEE, JIM WEBB

THE REPUBLICANS: TED CRUZ, RAND PAUL, MARCO RUBIO, BEN CARSON, CARLY FIORINA, MIKE HUCKABEE, RICK SANTORUM, GEORGE PATAKI, LINDSEY GRAHAM, RICK PERRY, JEB BUSH, DONALD TRUMP, BOBBY JINDAL, CHRIS CHRISTIE, SCOTT WALKER, JOHN KASICH, JIM GILLMORE

2016 VOA

De très nombreux candidats s'affrontent durant les primaires. Les médias ne rendent compte que des Démocrates et des Républicains, ignorant tous les autres, sachant que le système est conçu pour qu'ils ne puissent jamais gagner



De gauche à droite ci-dessus Hillary Clinton et Donald Trump et ci-dessous Bernie Sanders et Ted Cruz

Par Thierry Meyssan

Thierry Meyssan analyse ici le système politique et électoral des États-Unis. Selon lui, le seul enjeu véritable de l'élection présidentielle est le maintien au pouvoir des WASP, jamais contesté depuis la Déclaration d'indépendance. Alors que Ted Cruz et Hillary Clinton en seraient les garants, la candidature de Donald Trump annonce un chamboulement profond du système qui devrait n'intervenir qu'une fois les Anglo-Saxons devenus minoritaires dans la population.

Les primaires états-uniennes offrent un spectacle désolant au cours duquel les principaux candidats semblent ne pas avoir conscience que leurs jugements à l'emporte-pièces et leurs déclarations démagogiques auront des conséquences, intérieures et extérieures, s'ils sont élus président.

Malgré les apparences, la fonction présidentielle ne dispose que de pouvoirs limités. Ainsi, il était évident pour tous que le président George W. Bush n'avait pas la capacité de gouverner et que d'autres le faisaient pour lui. De même aujourd'hui, il est évident que le président Barack Obama ne parvient pas à se faire obéir par l'ensemble de son administration. Par exemple on voit, sur le terrain en Ukraine et en Syrie, les hommes du Pentagone livrer une guerre féroce à ceux de la CIA. En réalité, le principal pouvoir de la Maison-Blanche n'est pas de commander les armées, mais bien de nommer ou de confirmer 14 000 hauts fonctionnaires —dont 6 000 lors de l'entrée en fonction du président—. Au-delà des apparences, la présidence est donc le garant du maintien au pouvoir de la classe dirigeante ; raison pour laquelle, c'est cette dernière et non pas le Peuple qui fait l'élection.

Rappelons que, selon la Constitution (article 2, section 1), le président des États-Unis n'est pas élu au suffrage universel au second degré comme le prétendent des médias ignorants, mais uniquement par les 538 représentants des gouverneurs. La Constitution ne fait pas obligation aux gouverneurs de désigner des électeurs correspondant au souhait exprimé par leurs administrés lors du scrutin consultatif qui précède. Ainsi en 2000, la Cour suprême des États-Unis a refusé d'invalider les électeurs désignés par le gouverneur de Floride alors même qu'il existait un doute sur le souhait exprimé par les électeurs de cet État.

Rappelons également que les « primaires » ne sont pas organisées par les partis politiques comme en Europe, mais par les États —sous la responsabilité des gouverneurs—, chacun selon son propre système. Les primaires sont conçues pour que, in fine, les grands partis présentent chacun un candidat à la fonction présidentielle qui soit compatible avec les intérêts des gouverneurs. Elles sont donc organisées sur le modèle du « centralisme démocratique » soviétique afin d'éliminer tout individu ayant une pensée originale ou simplement susceptible de remettre en question le système, au profit d'une personnalité « consensuelle ». Dans le cas où les citoyens participants ne parviendraient pas à désigner un candidat, ou surtout, s'ils parvenaient à en désigner un ; mais que celui-ci soit incompatible avec le système, la Convention du parti qui suivra tranchera, au besoin en renversant le vote des citoyens.

Les primaires US ne sont donc pas un « moment démocratique », mais bien au contraire un processus qui, d'un côté, permet aux citoyens de s'exprimer, et d'un autre leur enjoint de renoncer à leurs intérêts et à leurs idées pour se ranger derrière une candidature conforme au système.

En 2002, Robert A. Dahle, professeur de Droit constitutionnel à l'université de Yale, publiait une étude sur la manière dont la Constitution avait été écrite, en 1787, afin de s'assurer que jamais les États-Unis ne seraient une véritable démocratie [1]. Plus récemment, en 2014, deux professeurs de Sciences politiques, Martin Gilens à Princeton et Benjamin I. Page à Northwestern, ont montré que le système a évolué de sorte qu'aujourd'hui toutes les lois sont votées à la demande et sous le contrôle d'une élite économique sans que jamais on ne tienne en compte les opinions de la population [2].

La présidence de Barack Obama a été marquée par la crise financière, puis économique, en 2008, dont la principale conséquence est la fin du contrat social. Jusqu'ici, ce qui unissait les États-uniens, c'était le « rêve américain », l'idée que chacun pouvait s'extraire de la misère et devenir riche par le fruit de son travail. On pouvait admettre toutes sortes d'injustices pourvu que l'on ait l'espoir de « s'en sortir ». Désormais, à l'exception des « super-riches » qui n'en finissent pas de s'enrichir, le mieux que l'on puisse espérer, c'est de ne pas déchoir.

La fin du « rêve américain » a d'abord suscité la création de mouvements de colère, à droite le Tea Party en 2009 et à gauche Occupy Wall Street en 2011. L'idée générale, c'était que le système inégalitaire n'était plus acceptable, non pas parce qu'il s'était creusé, mais car il était devenu fixe et permanent. Les supporters du Tea Party affirmaient que pour que cela aille mieux, il faudrait diminuer les impôts et se débrouiller seuls plutôt que d'attendre une protection sociale ; tandis que ceux d'Occupy Wall Street pensaient qu'il faudrait au contraire imposer les super-riches et redistribuer ce qu'on leur aurait pris. Cependant, cette étape a été dépassée en 2015 avec Donald Trump, un milliardaire qui ne conteste pas le système, mais prétend avoir bénéficié du « rêve américain » et pouvoir le relancer. C'est ainsi en tous cas que les citoyens ont compris son slogan « America great again ! » (L'Amérique grande à nouveau !). Ses supporters n'entendent pas se serrer un peu plus la ceinture pour financer le complexe militaro-industriel et relancer l'impérialisme, mais espèrent qu'il pourra leur permettre, à leur tour, de s'enrichir comme l'ont fait plusieurs générations d'États-uniens avant eux.

Alors que le Tea Party et Occupy Wall Street ont légitimé respectivement les candidatures de Ted Cruz chez les Républicains et de Bernie Sanders chez les Démocrates, la candidature de Donald Trump met en péril les positions acquises de ceux qui se sont protégés lors de la crise financière de 2008 en bloquant le système. Il apparaît donc non pas opposé aux super-riches, mais aux hauts-fonctionnaires et aux professionnels de la politique, à tous les « nantis planqués », qui ont de gros revenus sans jamais prendre de risques personnels. Si l'on doit comparer Trump à des personnalités européennes, ce n'est ni à Jean-Marie Le Pen, ni à Jörg Haider, mais à Bernard Tapie et à Silvio Berlusconi.

Comment les gouverneurs vont-ils réagir ?

Qui vont-ils faire élire président ?

Jusqu'ici l'« aristocratie » US —selon l'expression d'Alexander Hamilton— était composée exclusivement de WASP, c'est-à-dire des White Anglo-Saxons Protestants (Blanc anglo-saxons et protestants) [Au départ le « P » signifiait « puritains », mais avec le temps, le concept s'est élargi à tous les « protestants ».]. Cependant, une première exception eut lieu, en 1961, avec le catholique irlandais John Kennedy, qui permit de résoudre pacifiquement le problème de la ségrégation raciale. Et une seconde, en 2008, avec le noir kenyan Barack Obama, qui permit de donner l'illusion de l'intégration raciale. Quoi qu'il en soit, dans aucun de ces deux cas, l'élu n'a utilisé son pouvoir pour renouveler la caste dirigeante. Aucun non plus, malgré la promesse de désarmement général pour le premier et de désarmement nucléaire pour le second, n'a pu entreprendre quoi que ce soit contre le complexe militaro-industriel. Il est vrai que dans les deux cas, on leur avait imposé un de ses représentants comme vice-président, Lyndon B. Johnson et Joe Biden ; une mesure de remplacement qui fut activée dans le cas de Kennedy.

Donald Trump, quant à lui, incarne par son franc-parler un populisme à l'opposé des manières conventionnelles du « politiquement correct » cher aux WASP. À l'évidence, le rapprochement bancal entre le président de la National Governors Association (Association nationale des gouverneurs), le gouverneur de l'Utah Gary Herbert, et Donald Trump montre qu'un accord entre celui-ci et la caste dirigeante sera très difficile à trouver.

Restent deux autres options : Hillary Clinton et Ted Cruz. Ce dernier est un hispanique devenu intellectuellement WASP après sa « conversion » au protestantisme évangélique. Sa désignation permettrait de réaliser une opération comparable à celle de l'élection d'Obama, cette fois en manifestant une volonté d'intégrer les « Latinos » après avoir caressé les « noirs ». Malheureusement, bien qu'il ait été lancé par une société travaillant à la fois pour la CIA et le Pentagone, c'est un personnage totalement artificiel qui aurait du mal à endosser le costume. Reste l'avocate féministe Hillary Clinton, dont l'élection permettrait de manifester une volonté d'intégration des femmes. Or, son comportement irrationnel et ses crises de fureur hystérique ne peuvent qu'inquiéter. Toutefois, elle se trouve sous le coup d'une grave enquête judiciaire qui permet d'exercer sur elle un chantage et donc de la contrôler.

À aucun moment dans cette analyse je n'ai évoqué les programmes des candidats. C'est qu'en réalité, dans la philosophie politique locale, cela ne compte pas. Depuis le « Commonwealth » d'Oliver Cromwell, la pensée politique anglo-saxonne considère la notion d'intérêt général comme une imposture visant à masquer des intentions dictatoriales. Les candidats n'ont donc pas de programme pour leur pays, mais des « positions » sur des sujets donnés, qui leur permettent d'obtenir des « soutiens ». Les élus —le président, les parlementaires, les gouverneurs, les procureurs, les shérifs, etc.— ne prétendent pas servir le Bien commun, mais satisfaire la plus grande majorité possible de leurs électeurs. Lors d'un meeting électoral, un candidat ne présentera jamais sa « vision du monde », mais il livrera la liste des soutiens dont il dispose déjà pour inviter d'autres « communautés » à lui faire confiance pour les défendre. C'est la raison pour laquelle, la trahison politique aux États-Unis n'est pas de changer de parti, mais d'agir contre les intérêts supposés de sa communauté.

L'originalité de cette conception, c'est que les politiciens ne sont pas tenus d'avoir une cohérence dans leur discours, mais uniquement entre les intérêts qu'ils défendent. Par exemple, on peut affirmer que les fœtus sont des êtres humains et condamner l'avortement au nom de la protection de la vie humaine, puis dans la phrase suivante, prôner l'exemplarité de la peine de mort.

Il n'y aurait pas grande différence entre la politique que pourrait suivre l'évangéliste Ted Cruz, la féministe Hillary Clinton ou le « marxiste » Bernie Sanders. Tous trois devraient marcher dans les pas déjà tracés par George W. Bush et Barack Obama. Ted Cruz évoque la Bible —en fait les valeurs juives de l'Ancien Testament— et parle à un électorat religieux du retour aux valeurs fondamentales des « pères fondateurs ». Le déblocage du système serait donc affaire de morale personnelle, l'argent étant censé être « un don de Dieu à ceux qui le craignent ». De son côté, Hillary Clinton mène une campagne en direction des femmes et considère comme acquis le vote de ceux qui se sont enrichis sous la présidence de son mari. Pour eux, le déblocage du système serait donc une affaire de famille. Tandis que Bernie Sanders dénonce la captation des richesses par 1 % de la population et appelle à leur redistribution. Ses soutiens rêvent d'une révolution dont ils bénéficieraient sans avoir à la faire.

Seule l'élection de Donald Trump pourrait marquer un changement dans le système. Contrairement à ses déclarations, il est le seul candidat rationnel, car ce n'est pas un homme politique, mais un homme d'affaire, un dealmaker. Il ignore tout des sujets qu'il devrait aborder et n'a aucun a priori. Il se contenterait de prendre des décisions au fur et à mesure des alliances qu'il nouerait. Pour le meilleur ou pour le pire.

Étrangement, les États où Bernie Sanders a gagné sont à peu près les mêmes que ceux de Ted Cruz, tandis que ceux de Donald Trump comprennent presque tous ceux d'Hillary Clinton. C'est que, inconsciemment, les citoyens appréhendent leur avenir soit à travers la morale qui leur permet la rédemption puis l'enrichissement (Sanders et Cruz), soit à travers le travail et la réussite matérielle qu'il devrait procurer (Trump et Clinton).

À ce stade, il est impossible de prédire quel sera le prochain président et si cela aura ou non une importance. Mais, pour d'inéluctables raisons démographiques, ce système s'effondrera de lui-même dans les prochaines années, les Anglo-Saxons devenant minoritaires.

Notes

[1] How Democratic is the American Constitution ?, Robert A. Dahl, Yale University Press, 2002.

[2] « Testing Theories of American Politics : Elites, Interest Groups, and Average Citizens », Martin Gilens and Benjamin I. Page, Perspectives on Politics, Volume 12, Issue 03, September 2014, pp. 564-581.

Les sanctions économiques contre la population cubaine sont cruelles !

*Entretien de Salim Lamrani**

Voice of America, qui a débuté ses émissions en 1942, est un service multimédias international financé par le gouvernement des Etats-Unis à travers le Broadcasting Board of Governors. La VOA diffuse environ 1 500 heures de nouvelles, d'informations, de programmes culturels et éducationnels chaque semaine, à l'intention de quelque 125 millions d'auditeurs, de téléspectateurs et de lecteurs. Entretien accordé à Voice of America par Salim Lamrani sur les relations entre Washington et La Havane.



Salim Lamrani

Voice of America : Remontons un petit peu l'histoire. Plus d'un demi-siècle de rupture diplomatique. Pouvez-vous nous rappeler les dates-clé de ce blocage entre les deux pays ?

Salim Lamrani : il convient de rappeler que le différend qui oppose les Etats-Unis à Cuba remonte au XIXème siècle car l'île a été le premier objectif de la politique étrangère de Washington. Les Pères fondateurs ont toujours vu Cuba comme étant l'appendice naturel à ajouter à l'Union américaine. Thomas Jefferson en avait parlé en 1805. Nous connaissons également la théorie du « fruit mûr » de John Quincy Adams.

Au XXème siècle, durant la période républicaine, les Etats-Unis avaient soutenu la dictature militaire de Fulgencio Batista et s'étaient opposés à l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro bien avant 1959. Permettez-moi de citer Allen Dulles, alors directeur de la CIA, en décembre 1958 : « Nous devons empêcher la victoire de Castro ».

Quand Fidel Castro arrive au pouvoir en 1959, il se heurte immédiatement à l'hostilité des Etats-Unis, qui avaient, dans un premier temps accueilli les dignitaires de l'ancien régime et qui avaient immédiatement imposé des sanctions économiques contre Cuba. Permettez-moi de rappeler le constat lucide de l'ancien président John F. Kennedy qui avait déclaré la chose suivante : « Nous aurions dû réserver un accueil plus chaleureux à Fidel Castro car cela nous aurait évité pas mal de problèmes ».

VOA : Avançons un peu. On se retrouve très vite à l'embargo. Comment cela se passe-t-il à ce moment-là ?

SL : Les Etats-Unis ont imposé des sanctions économiques à Cuba dès 1960. Il est important de rappeler que la rhétorique diplomatique de Washington pour justifier l'hostilité vis-à-vis de Cuba a fluctué au fil des ans. En 1960, lorsqu'Eisenhower a imposé les premières mesures de rétorsion économique, il avait évoqué le processus d'expropriation et de nationalisation des entreprises américaines. Ensuite, Kennedy a évoqué l'alliance avec l'Union soviétique pour justifier l'imposition de sanctions économiques totales en 1962. Dans les années 1970 et 1980, on a fait allusion à l'interventionnisme de Cuba en Afrique en soutien aux mouvements indépendantistes. Depuis 1991 et l'effondrement de l'Union soviétique, les Etats-Unis justifient le maintien d'une politique hostile contre Cuba en raison de la démocratie et des droits de l'homme.

Il est donc important de rappeler que cette rhétorique diplomatique a fluctué au fil des ans.

Aujourd'hui, le Président Obama a fait un constat très lucide sur la politique des Etats-Unis. Il s'est rendu compte qu'elle avait été inefficace. Elle est obsolète car elle remonte à l'époque de la Guerre froide.

VOA : Cuba est-elle encore ce bastion communiste de la Guerre froide ?

SL : L'Amérique latine a changé depuis un demi-siècle. Cuba est évidemment une société différente avec un système politique et un modèle de société distincts de celui des Etats-Unis. Il y a à l'évidence deux conceptions complètement différentes de la démocratie. Les deux présidents l'ont d'ailleurs souligné, lors de leur conférence de presse.

Je crois que Washington a compris qu'il fallait baser les relations avec La Havane sur un principe de réciprocité, d'entente cordiale et de dialogue. La politique d'hostilité a échoué.

Il y a aujourd'hui une majorité au sein de l'opinion publique des Etats-Unis qui est favorable à une normalisation des relations avec Cuba. Cela dépasse le clivage Démocrates/Républicains. De nombreux Etats à majorité républicaine, notamment dans le Midwest souhaitent avoir des relations normales avec Cuba pour des raisons économiques évidentes.

VOA : L'embargo n'a pas encore été levé et, sur le plan économique, cela risque de prendre du temps. Quelles seraient les conséquences pour l'île si le processus impulsé par Barack Obama n'allait pas à son terme ?

SL : Les sanctions économiques constituent le principal obstacle au développement du pays. Elles sont unanimement condamnées par l'immense majorité de la communauté internationale. En octobre 2015, pour la 24ème année consécutive, 191 pays sur 193, y compris les plus fidèles alliés des Etats-Unis, ont exigé de

suite à la page(15)

Solidarité avec Dilma et Lula

Par Adolfo Pérez Esquivel



La présidente du Brésil, Dilma Rousseff, et l'ancien président, Luiz Inácio Lula da Silva

Nous devons être attentifs aux changements en cours sur notre continent. Durant de sombres décennies, nous avons vécu des dictatures imposées par des coups d'Etat. Nous avons ensuite connu, dans les années 1980-1990, le retour de fragiles démocraties et de gouvernements constitutionnels. Ces derniers se sont fortifiés dans le temps, suite à des efforts conséquents. Ils ont essayé de trouver les chemins permettant de réduire la pauvreté, la faim et la marginalité.

Après une période de grandes avancées au début du XXIe siècle, nous rencontrons aujourd'hui des situations conflictuelles. Elles se caractérisent par le retour de nouvelles tentatives de déstabilisation des institutions démocratiques des pays gouvernés par des majorités progressistes.

Nous sommes préoccupés par les attaques de l'opposition politique, des médias, et de certains secteurs du pouvoir judiciaire contre la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, et l'ancien président, Luiz Inácio Lula da Silva. Ce dernier a été récemment victime d'une grande opération policière destinée à l'arrêter. Il s'agissait d'une action politique démesurée visant à discréditer publiquement l'ancien mandataire en l'accusant de corruption afin qu'il apparaisse coupable, sans que rien n'ait été démontré de manière probante.

L'opposition et ses alliés ont initié une forte campagne pour destituer la présidente Dilma et détruire le PT (le Parti des travailleurs) en utilisant la méthode du coup d'Etat « light ». Méthode déjà utilisée sur le continent pour renverser les anciens présidents du Honduras et du Paraguay, Manuel Zelaya et Fernando Lugo. Ces coups d'Etat ont bénéficié de la complicité du pouvoir judiciaire et/ou parlementaire, des forces armées, des multinationales et de l'aval des Etats-Unis.

Il y a eu également des tentatives de coup d'Etat violent comme celui du Venezuela en 2002, mis en échec par la mobilisation populaire en faveur d'Hugo Chávez. En 2010, la prompte intervention de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) a réussi à mettre fin au soulèvement policier contre Rafael Correa. Le président de la Bolivie, Evo Morales, a aussi fait face à diverses actions violentes destinées à le renverser.

Aujourd'hui, le gouvernement du Venezuela subit une guerre économique qui sème l'exaspération au sein de la population, comme cela s'est passé lors du coup d'Etat planifié au Chili en 1973. Et pendant ce temps-là, l'opposition cherche à révoquer le gouvernement de Nicolás Maduro, comme elle le fit en son temps contre celui de Chávez, tentative qui échoua.

Il existe de grands intérêts politiques et économiques qui cherchent à déstabiliser et provoquer tous les dommages possibles pour délégitimer certains gouvernements – mais pas d'autres – en tentant de provoquer la fin de l'appui populaire dont ils bénéficient.

Presque tous les dirigeants politiques qui appuient la procédure de destitution (d'impeachment) contre Dilma Rousseff sont poursuivis par la justice pour corruption. Cela démontre que la corruption n'est pas la variable déterminante. Ce qui est en jeu, c'est l'orientation des politiques de l'Etat et de ceux qui les mettent en place.

La corruption ne se combat pas en violant la constitution. Elle se combat avec de la transparence et plus de démocratie. Il ne s'agit pas seulement de la transparence du pouvoir exécutif, mais aussi de celle des puissants pouvoirs judicaires et de leurs fonctionnaires.

Je veux exprimer ma solidarité et mon soutien à Dilma et Lula, pour leurs actions en faveur du peuple brésilien et de l'unité continentale. J'appelle également le peuple brésilien à mesurer de manière critique les politiques menées, mais sans se laisser influencer par ceux qui cherchent à déstabiliser le pays en provocant les coups d'Etat « light ».

Les gouvernements progressistes latino-américains savent perdre des élections car ils sont démocratiques. Les dernières consultations en Argentine et en Bolivie sont des exemples clairs. Ceux qui ne savent pas perdre et appuient les coups d'Etat « lights » au nom de la démocratie, de sa sauvegarde contre des dérives soit disant autoritaires, ou de leur saine moralité, ne se différencient pas de ceux qui appuyaient les dictatures meurtrières de notre continent ou qui se taisaient durant ces dernières.

Les gouvernements progressistes sont constamment attaqués car ils osent prendre des initiatives contre les puissants et favorisent la redistribution des revenus. Ils doivent désormais repenser leurs stratégies de dialogues et de construction de confiance et de consensus afin d'éviter des confrontations stériles qui les éloignent du soutien populaire. Ils doivent également démontrer des capacités d'initiative pour redonner l'espoir d'un renversement des structures de dépendance et d'inégalité dont notre région souffre. Le pape François rejoint cette idée lorsqu'il demande que « nous disions NON aux vieilles et nouvelles formes de colonialisme » pour qu'il n'y ait « aucune famille sans logement, aucun paysan sans terre, aucun travailleur sans droits, aucun peuple sans souveraineté, aucune personne sans dignité, aucun enfant sans enfance, aucun jeune sans opportunités, aucune personne âgée sans une vieillesse digne ».

Aucune démocratie n'est parfaite. Mais les démocraties sont perfectibles, si la volonté politique des peuples et de leurs gouvernements démocratiquement élus est présente.

Nous espérons que le peuple frère du Brésil ne fera pas marche arrière et qu'il retrouvera le chemin des salutaires politiques de l'Etat qu'il a réussis à conquérir et qui lui appartiennent. Ceci afin qu'il ne vive pas une progression de politiques antipopulaires comme celles que nous expérimentons désormais en Argentine.

Adolfo Pérez Esquivel
15 mars 2016
Traduction Fanny Soares
Mémoire des luttes 31 mars 2016

Suite de la page (8)Sauveur Pierre

maten anvan ti Sòvè lave je l li gen tan radote nan 50 radyo. Ki sa l di ? Anyen !!! Suite à l'excision de la première corne de malheur du nommé Loran Gagòt, qui en deux ans seulement de gouvernance a décroché un doctorat en *corruptologie*, l'homme K Plim a été catapulté à la primature par Réginald Boulos son mentor de toujours.

En retour tous les contrats de vente de voitures Terrios *pou lapolis kouri dèyè zenglendo*, sans appel d'offre lui reviennent de droit. *E nenpòt moun ki pa dakò, se simityè tèt dwat.* Réginald Boulos bénéficie de ces largesses en signe de reconnaissance pour avoir financé le coup d'Etat du 29 février 2004 tout comme Himler Rébu, en alimentant les assaillants d'armes automatiques pour venir à bout des riverains des « zones de non droit » *patwon yo nan entènasyonal la aprann yo rayi amò.*

Sous l'administration de Nesmy Manigat le poste de Directeur Général du Ministère de l'Education Nationale a été offert sur un plateau d'argent à *ti Sòvè paske l t ap defann Miki nan tout tenten l t ap fè yo.* Ne voulant se faire *choute ak kout pye yon lòt fwa par Gwo Soso*, il a estimé plus stratégique de passer ce poste à l'un de ses protégés en l'occurrence Reynold Telfort. Ce dernier y a régné en maitre et seigneur *konmsi se nan lakou lakay li li te ye*, en mettant à pied ou en transférant qui bon lui semble.

Mwen k ap di w sa a m konn plizyè moun li transfere pou l te ka mete manm OPL parèy li pou lwe machin pou kandida OPL yo ka al fè kanpay. Sa n te konprann ? Voici le coup vendik qui tua *le koukou nan yon bat je.* Habile dans la stratégie de la diversion propre aux experts en *lalozologie*, ti Sòvè feint de dénoncer les dérives de son *matchòpwèl Miki tou pisan.* Il a même commis l'impair de mettre à nu les diverses tractations et coups bas de la famille Milfort, père, mère fils, filles et aussi simple de *malentespri*.

Cette dernière famille, selon des informations dignes de foi, disposerait de 6 millions de dollars uniquement pour la réfection de la place Hugo Chavez à proximité de l'aéroport Toussaint Louverture. Elle n'a pas hésité à faire parvenir un *papye tenbre* à ce radotològ pour acte de traitrise envers l'équipe *mesyedam san cheve yo ki se bon jan matchòpwèl li.* Comme c'est de coutume chez nous depuis deux siècles, ces types de jugement se poursuivent indéfiniment *jiskaske tout moun bliye yo.*

Qui est enfin ti Sòvè ?

Comme ses actes l'ont bien démontré ti Sòvè est un colosse de l'abolotcho en Haïti. A l'occasion du congrès de l'OPL devant désigner son successeur, ti Sòvè a su comment s'y prendre pour se succéder à lui-même. Et depuis lors, le premier sénateur de l'Artibonite Anick Joseph *ki pran nan yon kou pa konprann nan men radotològ la* exhumait de son missel les versets sataniques *pou l chante pou mès nwa nan dèyè ti Sòvè.*

Lè w wè tèt kale rele ti Sòvè nan Pakè a w konprann se yon bagay konsa konsa. Rete tande, afè ti nèg pa bò isit se mistè. A un moment de la durée, l'unique instinct de base de ti Sòvè consistait essentiellement à s'attaquer au président Aristide pour s'attirer les faveurs de cette oligarchie répugnante et ses mécènes de la réaction internationale. Priorisant la stratégie de Machiavel, les grands ténors de l'OPL tramaient adroitement son assassinat pour le mettre sur le compte de Titid.

Men fò m di n kriminèl nan OPL wè ti Sòvè piti men l pa mens jan yo konprann nan. Lè de asasen yo pote boure sou misye li gen tan lage youn atè nan yon bat je bow bow bow. L'un des tueurs a été abattu sur le coup tandis que personne ne sait par quel miracle le 2ème a eu la vie sauve. *Mesye OPL yo te konprann ti Sòvè te yon zandolit ki rete sou lantouray la yo te ka lonje men yo pran l nenpòt lè yo vle.* Ayant eu vent de la source du complot, *kote se rat nan kay OPL yo ki t ap manje pwòp pitit kay OPL*, il s'est exilé au Canada où il s'est approprié la nationalité de son pays d'accueil selon les dénonciations de ses paires.

Au cas où quelqu'un aurait l'ombre d'un doute sur ces informations, *nenpòt lè n tande ti Sòvè ap fè yon seyans radotoloji nan radyo mande l pouki li patwon l epi papa adoptif li Gérard Pierre Charles te fè vwèl pou peyi san chapo sou rejim GNB a, li pat rantre vin nan lant*èman pou l te ka vin konsole Suzy *Castor ak lòt pitit patwon l yo. Sa k pi bèl la Suzy Castor pa janm rate okenn okazyon pou l joure misye engra pi mal pase chen lamègzo ki manje nan ganmèl kochon dyòl long yo san di mèsi.*

Sa yon moun pa ta konprann, anplis ti Sòvè konn tire byen li konn voye galèt anpil tou wi. Lè gang tèt kale a te voye al kalonnen misye nan fakilte ki rele Yera a li pat kanpe gade asayan an yo non. Li te voye kout wòch sou yo tou. Kounye a kesyon pou n ta poze tèt nou ki kote l te jwenn pil wòch sa a yo. Pa mande m, paske m pa konnen. Vint alors la gaguère des élections *bizango* à la mode de Miki, K Plim et Opont des 9 aout et 25 octobre 2015.

Bien avant la publication des résultats partiels ti Sòvè fè yon pike devan pou l kore rezilta zeleksyon sa a yo tout moun ap denonse gagòt ki te fèt nan yo. Atteint comme à son accoutumée de diarrhée verbale il intervenait sur les ondes pour faire part de ses plus vives félicitations à son compère Opont qui selon lui s'est sacrifié pour doter le pays d'un président élu. *Sa k pi bèl la menm madan Opon ap joure mari l nan radyo ak nan televizyon pou kalte eleksyon sa a li bay peyi a.*

Ti Sòvè menm ap plede voye flè pou vakabon parèy li a. « Au nom de l'OPL dont je suis le coordonnateur général (avi), je tiens à féliciter le président Pierre Louis Opont qui a su se sacrifier pour doter le pays d'un président élu au suffrage universel. Je suis prêt à apporter mon soutien le plus entier à l'un des compétiteurs du tours ». *Pawòl metanòl. Mesye sa ta merite wè yon doktè serye wi.*

Quelques jours après, ti Sòvè, avec assez d'adresse s'est faufilé parmi les principaux contestataires de ces élections *Chòvsouri Miki, K Plim, Opon lage nan kòlèt pèp la.* « Ti Sòvè tente de se faire passer pour le meilleur joueur du championnat de la démocratie. Pourtant à l'occasion du coup d'Etat électoral du 9 aout et du 25 octobre, il a été le premier à accepter sa défaite. Paradoxalement, quelques jours après, il a été le premier limier à déceler les intrigues des élections parallèles tramées aux bons soins de Esto Solar ».

Telle est la perception de Philogène Ossonet de ti Sovè. Ce Militant politique est descendu jusqu'au plus profond du subconscient de ti Sòvè pour sonder ses mauvaises intentions. « Habile dans les intrigues, il s'est faufilé au milieu des autres leaders de l'opposition rassemblée à l'enseigne du G8. En bon traitre il leur a assené un coup bas similaire à celui que Tholbert Alexis a fait au premier ministre Garry Conille ».

*Ti Sòvè fè K Plim vin nan yon reyinyon nan G8 la sou Boudon an nan biwo mèt Seyan. Ti Sò*vè pran pòz li gen vant fè mal pand*an l kache nan twalèt la li voye yon watsap bay Miki pou di l men K Plim ap mare konplo ak G8 la sou do l pou mete l atè. Miki li menm ki pa pè chay voye bòs Wowo Nèlson nan yon zo reken blan vit tou nwa al kraze machin K Plim nan. Se notè Seyan ki mennen K Plim lopital jenaral.*

Vakabon se pousyè menm lè w bale l l ap toujou retounen menm kote a. Se ak pèl pou w ranmase l al jete nan poubèl epi kouvri l pou l pa retounen sou moun ankò. En dernier ressort, le coordonnateur général de l'OPL le radotologue ti Sòvè a ordonné qu'une alliance ait lieu entre le PHTK de *menm Miki sa li te pran pòz l ap denonse a* et son parti pour soutenir la candidature de Edgard Leblanc au poste de président provisoire.

Sa k ta di jounen jodi a se ti Sòvè ki te koutye Swit Miki pou ka fè palmantè PHTKK a yo vote nonm Ega Leblan an kòm prezidan pwovizwa pou yo pa jije Miki pou tout vòl li fè yo. Ne voulant donner de réponse à cette interrogation qui dérange au cours d'une émission de Ranmase, ti Sòvè a fait savoir que c'est une affaire qu'il revient de traiter à l'interne. *Bon m pap di anyen ankò.* S'agissant d'Abolotcho phosphorescent le pays en regorge.

Yon moun ka abolotcho pa w men pa pase ti Sòvè cet expert en *abolotchologie.* Le député Rony Celestin ayant suivi les traces de ti Sòvè est en passe de détrôner son mentor en abolotcho. Trempé jusqu'au cou dans les bas-fonds de la corruption, Rony Celestin priorise la stratégie du chantage et des diatribes pour soutirer de larges privilèges. La voiture blindée qui coute au pauvre contribuable plus de $ 500 par jour dans laquelle se ballade sa petite nana lui a été passée par le premier Minix Enex Jean-Charles en échange de son vote.

Suite de la page (8) Face au...

humain « superflu ». La diminution du travail vivant, conséquence de l'informatisation, mais nécessaire à la production, reste la médiation sociale qui définit la place de chaque personne dans la société. Or, cette réduction plonge totalement les hommes et les femmes, partout dans le monde pris dans l'accélération du mode de vie capitaliste, dans le mouvement aveugle, destructeur et autodestructeur du capital.

L'amplification et l'extension mondiales des crises s'aggravent après chaque « crise ». La seule soupape qui, tant bien que mal, assure la survie de la société marchande semble être la financiarisation et le crédit ou le « capital fictif ». Celui-ci existe comme argent qui ne procède pas d'une création de valeur générée par la mise en mouvement de l'emploi de la force de travail, mais résulte de la spéculation et du crédit dont la base se conçoit comme potentiel profit à venir. Donc, la financiarisation et la spéculation ne sont pas les causes de la crise globale du capitalisme, mais bien une roue de secours qui ne fait que retarder l'« effondrement du capitalisme ».

Une société axée prioritairement sur la croissance économique, le profit, le calcul comptable, la quantification, pourrait dans sa chute emporter l'ensemble de l'humanité. Les signes deviennent papables : montée de l'extrême droite, barbarie, remise en question systématique des acquis sociaux, austérité d'inspiration néolibérale, guerres de faible intensité, augmentation de la surveillance des populations etc. D'où un certain scepticisme intimement lié au libéralisme comme idéologie hégémonique ainsi que de l'individualisme, le narcissisme dominant en parallèle à l'ampleur du phénomène religieux radical induit par un « désenchantement du monde »ii.

Cette « guerre de tous contre tous » atteint également la société haïtienne caractérisée par une combinaison de modes de productions prémodernes et du mode de production capitaliste rachitique, lequel pourtant est politiquement dominant (État de droit, démocratie représentative) etc. Cette société est désarticulée et destructurée, en même temps que la potentielle force de travail fait face à un chômage massif estimé à 65% de la population active. Cette situation est le résultat concret de la dynamique interne du capitalisme globalisé qui ne peut plus intégrer ces forces de travail devenues « superflues », inutiles dans la trajectoire historique de production capitaliste. Même une certaine « modernisation de rattrapage capitaliste» apparait comme un objectif extrêmement difficile et complexe à réaliser, compte tenu des rapports des forces auxquels ce pays est confronté. La politique haïtienne contemporaine est quasi inopérante puisqu'elle ne dispose pas des moyens financiers, étant sous la coupe réglée des bailleurs de fonds internationaux.

L'affirmation selon laquelle le capitalisme contemporain globalisé s'enfonce dans une crise qui atteint un point de non-retour, signifie que les catégories, telles que la marchandise, le travail abstrait, la valeur, l'argent, des éléments constitutifs du mode de production capitaliste, le « cœur de la bête », dont Marx avait ouvert la voie à la critique radicale, ne peuvent plus soutenir la dynamique du « sujet constitué », à savoir le capital. Rappelons que Hegel avait identifié le « Geist » ou l' « esprit » que Marx réinterprétera comme étant le « capital », le véritable et seul « sujet historique ». Dans cette perspective, ni la bourgeoisie, ni la classe ouvrière, ni les mouvements sociaux ne peuvent se constituer en tant que le « sujet historique » face à la « valeur qui s'autovalorise » ou encore le « sujet automate ». Autrement dit, la lutte pour la répartition, la distribution de la survaleur entre prolétariat et capitaliste est une forme de conflit à l'intérieur des relations mêmes du capitalisme contemporain globalisé. L'« antagonisme » connu sous le nom de la lutte des classes entre le capital et le travail n'aboutit nullement à un dépassement du capitalisme. Au contraire, il a été un facteur déterminant dans la constitution de la dynamique de développement historique de ce système.

Il est, donc, erroné de qualifier des pays comme Cuba, Corée-du-Nord, Chine ou bien les anciens pays de l'ex-bloc soviétique, de « communiste ». Les catégories au cœur du capitalisme, la marchandise, le travail, la valeur et l'argent n'ont jamais été abolies dans ces pays. L'État était propriétaire des moyens de productions et d'échanges. Les méthodes de production, le taylorisme ou le management scientifique, étaient glorifiées au nom du travail salarié. N'est-ce pas Trotski qui disait que le « taylorisme, comme technique d'organisation du travail, est mauvais dans son usage capitaliste et bon dans son usage socialiste »iii. Lénine affirmait que le « communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification du pays »iv.

Cette fascination de la gestion scientifique du travail salarié et de la société dans son ensemble a atteint son paroxysme dans le totalitarisme stalinien qui soutenait que « l'Homme est le capital le plus précieux »v. On comprend mieux cette apologie productiviste qui priorisait l'industrialisation catastrophique et l'organisation du travail hiérarchique, la croissance économique et le militarisme au détriment de la décentralisation, de l'agriculture paysanne, de la démocratie participative et directe, ainsi que d'autres formes de médiations sociales qui auraient permis aux classes populaires de s'autogouverner. La libre association des travailleurs et des citoyens ne dirigeaient pas la société. Le parti-État s'était plutôt donné pour objectif de rattraper le capitalisme par le développement de la course aux armements et par une industrialisation exacerbée. On pourrait plutôt caractériser ces États de « capitalisme d'État et bureaucratique » inscrits dans une dynamique d'accumulation du capital ou de « modernisation de rattrapage » extrêmement violent et mortifère. D'où, la nécessité de réhabiliter le concept de « communisme » qui n'a jamais existé autrement que dans les propagandes à l'ouest comme à l'est.

Au fond, nous avons remplacé les formes fétiches traditionnelles par de nouvelles formes de fétichismes, de puissances automates qui nous dominent. Le totalitarisme marchand, qui met à genoux tous les acteurs sociaux, est un « fait social total »vi. Il soumet tous les aspects de la vie à un développement technologique ainsi qu'à une logique déshumanisante en excluant de plus en plus une grande partie de l'humanité qui n'est plus utile sur le plan économique, tel que les Haïtiens exclus de la fameuse mondialisation, cantonnés dans une vision stéréotypée d'« entité chaotique ingouvernable ». Certes, il y en a qui en profite plus que d'autres, les capitalistes, les officiers et sous-officiers, les fonctionnaires, les prêtres de cette divinité : le capital.

Pour mettre un terme à ce système totalitaire marchand, il semble qu'en Haïti nous devons: d'une part, analyser sérieusement le « cœur des ténèbres », « l'antre de la bête», le capitalisme global, la société marchande. Remettre en question le système économique, politique et social qui nous opprime, détruit notre capacité de travail comme un vampire insatiable. Ce qui est absent dans la pensée et la pratique émancipatrices, depuis la chute des régimes capitalistes d'État et bureaucratique et le coup de barre social-libéral de la social-démocratie, c'est l'élaboration théorique et pratique d'une alternative globale et positive non seulement à la société capitaliste, mais également à la vieille société traditionnelle semi-féodale. Se réapproprier en profondeur la matrice de nos « lakous » (mode de vie communautaire) en les transformant positivement en « néolakous » autonomes et libres me semble la voie à suivre. De plus, il serait important de mette en mouvement consciemment le projet de liberté (non pas celle de la liberté abstraite) et de bien-être par l'appropriation sociale « des forces productives » respectueuses de l'Humanité, de la vie et de la nature. Tout cela, à partir d'une vision du commun comme possible dépassement de la réification, du fétichisme de la marchandise. En ce sens, il s'agit d'institutionnaliser des formes du vivre ensemble dans des pratiques de médiations sociales et politiques inspirées de nos racines socio-symboliques ancestrales. Bien entendu, ce sont là des hypothèses qu'il va falloir développer.

Je conclus avec une citation de Marx : «l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.»vii

Notes

i Karl Marx. 1993. Capital, livre I. Ed. PUF, Paris, p. 566-567

ii Max Weber. 1919. Le savant et le politique. En ligne : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/savant_politique/Le_savant.html

iii Maxime Ouellet. 2011. En ligne: http://www.cricis.uqam.ca/IMG/pdf/Etude-gouvernance-Ouellet.pdf

iv Ibid., p. 2

v Joseph Staline. 1952. En ligne: http://www.communisme-bolchevisme.net/download/Staline_Le_capital_le_plus_precieux.pdf \ Claude Lévi-Strauss. En ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthropo/0_introduction/intro_socio_et_anthropo.pdf vii Karl Marx. 1959. En ligne : https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100b.htm

Suite de la page (6)

a. E 2 gwo desizyon minis sa te pran: li te bay boujwazi revandèz la twa (3) lane franchiz (2004-2007) pou enpòte pwodwi letranje libe libè pou fin kraze ti rès pwodiksyon nou yo, men sitou leta Ayisyen te siyen ak yon konpayi Etazinyen T And S Rice SA yon akò ki gen pou kloz kontra bay konpayi sa monopòl pou enpòte diri an vrak, dekòtike ak mete nan sak pou vann nan peyi a, yon mannyè pou kontwole komès diri a sou tout tèritwa a (PAPDA, jwen 2007).

Se konsa nan konplotay kont enterè pèp Ayisyen an, kominote entènasyonallenperyalis a, leta restavèk la ak boujwazi kap revann nan, mete yon machin neyoliberal ki pa janm sispann Kraze pwodiksyon nou an pou kontwole mache lokal la, epi fabrike grangou nan peyi a. se sa ki fè 44% pèp ayisyen an soufri malnitrisyon, daprè Mouche Gustavo Gallòn, ekspè endepandan Nasyonzini an sou sitiyasyon dwa moun nan peyi a (Rapport de l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en haiti, 12 fevrier 2016) ; gen3.6 milyon moun ki sou menas mouri grangou akoz lensekirite alimantè epi pami yo, gen 1.5 milyon nan ensekirite alimantè ekstrèm (le Nouvelliste, 12 fevriye 2016). San konte yon sechrès ki frape peyi a depi 3 lane ak rechofman klimatik la (El Niño) ki kraze pi fò rekòt peyizan yo, daprè menm atik sa.

Sa k pi rèd la, pandan grangou a ap koupe trip nou an, pèsòn pa di anyen; sinon 10 Mas 2010, ansyen prezidan blan meriken an Wiliam Jefferson Clinton, te rekonèt douvan kongrè peyi l, li te kontribiye nan kraze Agrikilti Ayiti a.

E chomaj la ap vale teren. Dayè nan 2.9 milyon popilasyon aktiv la, 35% nan chomaj; 64.5 % lèzòt yo ap bat dlo pou fè bè, pandan 150 000 jèn gason ak jèn fanm ap vini chak ane sou mache travay la (Le Nouvelliste, 22 novanm 2013).

Nan yon sitiyasyon mizerere malouk konsa, yon fanmi Ayisyen ki gen pou pi piti 5 bouch pou nouri, si yo pa vle mouri grangou, dwe gen 422 goud chak jou pou yon panye alimantè (CNSA:bultin #8, 9 janvye 2015).

Boutofen, tout kondisyon reyini pou moun ki pi pòv yo mouri grangou, pandan ti ponyen soufnantchou ki rich yo vin pi rich nan fè restavèk enperyalis la kont enterè mas yo. Kidonk, sèl fason pou nou soti nan sa, se limen flanbo mobilizasyon an. Yon mobilizasyon ki dwe pote revandikasyon sosyal reyèl pèp Ayisyen an tankou batay kont grangou bedann sa, ke yon ansanm òganizasyon avangadis enterè moun ki pi pòvyo ap deklanche apati 8 Avril sa.

Pou otantifikasyon:
Mario JOSEPH, Avoka
Oganizasyon kap pote deklarasyon sa a:
BAI
MOLEGHAF
MELA
MPJD
RJESC
OPPENA
SYNTART
Mouvman peyizan Plato santral (Sodo, Mibalè Boukan Kare ak Lachapèl)

Pòtoprens, 5 Avril 2016

Suite de la page (7)

représentants de différentes factions : le Groupe des Parlementaires à l'écoute du Peuple (GPEP), le Groupe des Parlementaires Indépendants (GPI), Alliance des Parlementaires pour Haïti.(2)

Dans ces conditions, la ratification d'Enex Jean-Charles, non soumise aux mêmes calamités d'Ericq Pierre (1997), Hervé Denis, Jacques Edouard Alexis (1998), Daniel Gérard Rouzier (2011), Bernard Gousse (3) n'a rien de glorieux. Non plus de surprenant. Elle correspond plutôt à un jeu de massacre des figures les mieux formées du pays auquel se livre le parlement depuis des années et envoie des signaux contradictoires à des hommes et femmes bien disposés à s'engager en politique. C'est désormais une règle, une barrière à l'entrée, qui s'impose même aux hommes les plus vertueux : un premier ministre doit consentir d'énormes concessions de fond, jeter aux poubelles sa probité morale, sa conviction, en s'alliant avec des états-majors qui confondent l'activité politique avec l'activité marchande. Cette confusion, qui dévalorise la politique, la vide de son substrat de noblesse, est le pire défaut du système politique haïtien, entraine l'aliénation des citoyens. Elle est la conséquence directe du scrutin majoritaire, qui ne convient pas à la bipolarisation recherchée. N'ayant pas de partis dominants, le premier ministre ne peut gouverner qu'avec une alliance de groupes forgés par les circonstances. Celle-ci pousse à l'augmentation du nombre de ministères (le cabinet ministériel est composé de 18 ministères au lieu de 15, dans un contexte de crise des finances publiques), pour répondre à la satisfaction des alliés : mais cette alliance se disloquerait dans un désordre institutionnel à la moindre crise.

Il apparait que le système politique haïtien ne se construit plus selon les règles écrites stables, immuables, malgré les efforts engagés. Les acteurs les contournent quand leurs intérêts sont menacés et résistent aux efforts de modernisation. Ce système, dénoncé dans l'opposition, requinqué au gré des logiques tribales, et de la politique du ventre, reste marqué par l'archaïsme. Les acteurs détournent de l'intérêt général les attributions conférées par la Constitution, le mandat dont ils sont dépositaires n'est qu'une ressource supplémentaire aux stratégies d'accumulation de gains et de ressources matérielles, de vampirisation de l'Etat : emplois à ses proches et à sa clientèle, commercialisation de visas, réalisation de « micro-projets » jugés comme des canards boiteux, démonstrations de parade, conflits d'intérêt, trafics en tous genres…

Cette ratification qui intervient un mois après la désignation de Privert ne saurait dissimuler l'instrumentalisation du temps comme ressource politique. Celui-ci est contraint d'organiser les élections dans un mois, selon les termes d'un « accord » caduc. On voit bien que le calendrier électoral, malgré les multiplications des déclarations de bonne foi de M. Privert, est intenable et qu'on court vers la prolongation d'un mandat, avec l'appui du Parlement, seule puissance souveraine, détentrice d'un « imperium » aux contours illimités, seul juge, et le grand bénéficiaire de la recomposition du jeu politique. Et c'est ce soupçon qui nourrit l'hypothèse de la captation du pouvoir.

Les modalités de la captation du pouvoir

Le mode de captation du pouvoir à la Privert, associé aux stratégies bien pensées d'un parlement en sous-marin, est enrobé des formes sournoises. D'abord, ce phénomène, quoique dangereux, pour la survie de la démocratie en Haïti, ne fait pas l'objet de traitement spécifique. Il est curieux de voir que la presse en général, qui s'est montrée très combative sous le régime mickiste, semble ranger ses critiques acerbes, laissant apparaitre une appréciation mesurée, une évaluation positive du rôle de M. Privert. Il apparait comme une figure apaisée, consensuelle, dont l'image tend à éclipser les réserves, les soupçons, l'affiliation politique connue avec la famille Lavalas. Ensuite, les dirigeants de partis politique ne constituent pas un front uni envers M. Privert : cultivant l'ambigüité, il y en a qui avaient inscrit leurs actions anti-mickistes dans un contexte de radicalisation ; ils sont dans un retranchement, un repli tactique, attendant la première faute pour tirer par salves avec la rhétorique qui le déstabiliserait ; d'autres gardent dans le silence, leurs espérances d'un traitement partisan de M. Privert, croyant dans la connivence des hommes d'argent, des réseaux mafieux, un accord tacite pour les élections présidentielles dirigées. Puis, les cadres bruyants de PHTK (Parti haïtien tèt kale) soufflent le chaud et le froid. Enfin , les acteurs externes, qui n'ont rien compris de la mobilisation du 22 janvier 2016, réunis au sein du Core group apportent leur soutien à M. Privert et au parlement d'une part, selon des logiques de puissance qui se renouvellent, s'adaptent, s'affirment avec plus de tact, moins de bruits ; de l'autre, ils réaffirment l'importance accordée au scrutin engagé, en 2015, s'en tenant à la configuration des deux candidats annoncés par le Conseil Electoral Provisoire, en cohésion avec les ressources financières mobilisées. Mais l'hypothèse de la tentation est stimulante. Elle est plutôt centrée sur le nouveau régime politique qui émerge depuis le vote de ratification d'Enex Jean-Charles.

Le Parlement s'attribue le bon rôle. D'abord, les usages des règles constitutionnelles montrent le cynisme des élus. Après avoir eu recours à une formule désuète d'élection de l'un de leurs pairs au suffrage indirect, ce qui était une procédure extra- constitutionnelle, incohérente avec le processus de modernisation politique engagé, précisément après 1986, les parlementaires ont doté le premier ministre d'une légitimité extensive. Or, le Parlement, composé d'élus contestés, est réhabilité, devient l'institution chargée de procéder à la formation d'un gouvernement. Elle confirme sa toute-puissance. Cette recherche de légitimité du premier ministre était une perte de temps, mais calculée ; car, elle eut permis au Parlement de dissimuler la légitimité derrière une affirmation de puissance. Le vote unanime du Sénat, celui de la chambre des Députés ne sont pas signes d'un pays réconcilié, mais alimente le fantasme permanent d'un pouvoir confisqué, forgé par un noyau d'impatients, sans le dénigrer, qui renvoie aux risques d'enlisement de la crise post-électorale. Ensuite, donnant l'illusion d'un changement, l'Exécutif et le Législatif construisent, par la fabrication du gouvernement de M. Jean-Charles, des relations de connivence, alors que les deux pouvoirs doivent se limiter l'un de l'autre. Leur séparation existe toujours, selon les déclarations d'Enex Jean-Charles, dans les minutes qui ont suivi sa ratification au Parlement, (4) mais on n'est plus dans le principe de la séparation des pouvoirs : ce principe s'effondre, suite à la construction du vote unanime.

C'est un accroc grave au régime politique : il a changé de nature et laissé place à un modèle original. C'est désormais un régime présidentiel, sous la domination parlementaire, qui entraine deux effets principaux : d'abord, le bicamérisme, comme principe de séparation des pouvoirs cher à Montesquieu est frappé d'impotence. Ensuite, l'opposition parlementaire au gouvernement, au président de la République, considérée en Angleterre comme « la plus haute contribution du XIXème siècle à l'art du gouvernement » disparait. Or, quand le président de la République domine en même temps le parlement, ou quand le président de la république est soumis aux caprices du parlement, à ses bottes, la conscience seule de ces deux institutions peut « empêcher qu'elles ne fassent des lois tyranniques pour les exécuter tyranniquement », comme le prévoit Montesquieu dans un Etat où l'Exécutif et le législatif sont placés entre les mêmes mains. « L'échec de M. Privert est aussi le nôtre » explique un sénateur : c'est un mariage d'intérêt que les parlementaires et Privert ont conclu, en période de vache maigre, ou dans des périodes fastes, ils sont condamnés à vivre ensemble, à périr ensemble. Ils sont engagés dans une collaboration étroite, impliquant une banalisation des règles et des acquis de l'autonomie parlementaire. Un gâchis après plus de trente ans de luttes politiques en Haïti ! Enfin, cette absorption du dualisme institutionnel entraine un affaiblissement déjà engagé des partis politiques, incapables d'avoir une vision claire de leur rôle.

Cette législature, trop soumise, partisane et intéressée ne peut dispenser Haïti d'éventuels soubresauts : la formation de la commission de vérification des élections présidentielles, des élections législatives dans certaines circonscriptions, la commission d'enquête sur la gestion du régime mickiste, la réalisation des élections acceptables sont des étapes non encore réussies qui suscitent autant d'inquiétudes et d'interrogations que la consommation du mariage Privert/ Parlement sera interrompue par l'immixtion des masses populaires, encore une fois dépossédées et exclues du jeu, après avoir engagé des luttes souffrantes pour le départ de Michel Martelly. Cette législature est oublieuse des mots d'Edmond Paul, à propos de Nissage Saget : « le régime légal et constitutionnel dont nous avons poursuivi le rétablissement à travers les dures épreuves et les plus patriotiques efforts est enfin restauré, vive la Constitution ! ».(5)

Notes

1. "Dans les coulisses, des rumeurs font croire que ces derniers réclament la part du lion dans le cabinet ministériel. Les députés de l'opposition sont insatisfaits des portefeuilles qui leur ont été octroyés. Ils veulent un peu plus. Les députés pro-Privert fustigent le comportement de leurs collègues de l'opposition qu'ils accusent de travailler pour la dissolution du Parlement." http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/157030/Les-deputes-du-groupe-majoritaire-boudent-la-seance

2. Ces conditions sont exigées également en 2011 : » Les sénateurs Moïse Jean-Charles et Wencesclas Lambert, respectivement de la plateforme Inite (Unité/Nord et Sud-Est), tous deux membre du GPR au Sénat, indiquant dans la presse que « le premier ministre désigné n'aura pas leur vote sans la négociation d'au moins quatre ministères. » (Alter Presse 30/05/2011)

3. « La nomination de Gousse comme Premier ministre semble d'ores et déjà vouée à l'échec. Le 8 juillet, 16 des 30 sénateurs haïtiens ont signé une résolution annonçant qu'ils voteraient contre Gousse, annulant de fait ses chances pour être ratifié. Ces sénateurs, auxquels devraient se joindre éventuellement d'autres parlementaires, ont fait savoir dans leur résolution que Gousse était inacceptable, à cause de la « répression, des arrestations arbitraires et des tueries perpétrées dans les quartiers de Port-au-Prince » au cours de sa gestion en 2004 et 2005. »(Haiti Liberté,13 au 19 Juillet 2011)

4. « Je ne reçois pas ce vote comme un chéque en blanc… je me mets à la disposition des parlementaires, pour permetttre à l'assemblée d'exercer son contrôle sur mon gouvernement. » a déclaré Enex Jean-Charles.(www.rdsf.fm, le 28 mars 2016)

5. Hérold Jean-François, « Le coup de Cédras. Une analyse comparative du système socio- politique haïtien. De l'indépendance à nos jours. » Port-au-Prince, Editions Imprimeur II, 1995, p.150.

Suite de la page (13)

Washington un changement de politique et une levée de ces sanctions.

Les raisons sont évidentes. Ces sanctions sont anachroniques car elles remontent à la Guerre froide. Elles sont cruelles car elles affectent les catégories les plus vulnérables de la population cubaine, et non les dirigeants. Enfin, elles sont inefficaces dans la mesure où l'objectif initial de renverser la Révolution cubaine a échoué.

Le constat actuel est édifiant : au lieu d'isoler Cuba sur la scène internationale, ces sanctions ont isolé les Etats-Unis.

Le Président Obama a adopté des mesures constructives concernant la levée de certaines restrictions. Mais, malheureusement, les sanctions sont toujours en vigueur. Il est vrai qu'il y a l'obstacle du Congrès ; mais je crois qu'il reste marginal. Le Président des Etats-Unis, en tant que chef de l'exécutif, dispose de toutes les prérogatives pour démanteler 90% de ces sanctions. Il y a très peu de secteurs qu'il ne peut pas atteindre.

VOA : Êtes-vous d'accord pour dire que Barack Obama a posé un acte historique, même si l'avenir de Cuba suscite encore beaucoup d'interrogations ?

SL : Indéniablement. Le Président Obama a mis un terme à une anomalie historique. Il a rétabli le lien avec le peuple cubain. Il a reconstruit le pont rompu en 1959 et je crois qu'il marquera l'histoire comme étant le président qui aura adopté l'approche la plus constructive pour résoudre un différend qui date de plus d'un demi-siècle. S'il est une chose que nous devons retenir de la présidence de Barack Obama, cela sera le processus de normalisation des relations avec Cuba.

***Salim Lamrani,** Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Suite de la page (3)

Comme l'a si bien écrit Haïti Liberté, ce monsieur est un « musicien Palais ». Il interprète tous les morceaux choisis par les politiciens de ce pays depuis ces quinze dernières années. Sans surprise, le nom de ce vieux routard des officines politiques sans pour autant être un militant, encore moins un leader, fait l'unanimité chez les négociateurs. Tous le connaissent parfaitement bien. Enex Jean-Charles a servi au Palais national tous les chefs d'Etat qui se sont succédé de 2004 à aujourd'hui. C'est-à-dire de Boniface Alexandre Président provisoire en 2004 à Jocelerme Privert Président provisoire en 2016 en passant par le Président René Préval durant ses cinq années de présidence (2006-2011) à Michel Martelly là encore pendant tout son mandat (2011-2016). Il a toujours travaillé au rang de ministre sans Portefeuille à titre de Secrétaire des Conseils de ministre. C'est un institutionnel. Sitôt le consensus trouvé sur le nom de Enex Jean-Charles, le débat est levé et la fameuse « *procédure recommence* » s'est mise en branle. Le temps pour celui-ci de remettre à jour ses pièces, le Président de la République consulte une nouvelle fois les secteurs intéressés.

Surtout le secteur économique qui tient absolument à avoir les yeux fixés sur certaines prébendes du pays. Il consulte aussi Sandra Honoré, la cheffe du Core Group de l'ONU en Haïti, qui s'impatiente de voir un gouvernement légitime fonctionnel pour la reprise du processus électoral arrêté net depuis le 24 janvier 2015 par les opposants au Président Michel Martelly et de son dauphin Jovenel Moïse du PHTK. Deux jours se sont écoulés. Le mardi 22 mars 2016 au soir un arrêté présidentiel tombe : le citoyen Enex Jean-Charles est nommé Premier ministre. Et tout s'enchaine et va très vite. Le lendemain matin, mercredi 23, le PM nommé est au bicentenaire pour faire la déposition de ses pièces au Bureau du Sénat de la République. Le même jour il traverse la cour pour se rendre à la Chambre basse pour effectuer la même démarche auprès du Bureau de cette Assemblée.

Par la même occasion, la population apprend que deux Commissions, l'une pour chacune des deux Chambres, ont été constituées pour étudier, en fait, pour la forme, les papiers du PM nommé. On ne prend même pas le temps de respirer. Le temps pour la presse de donner lecture de la composition des deux Commissions, on apprend que le jeudi 24 le Premier ministre Enex Jean-Charles est attendu à 11 heures pour venir faire l'énoncé de sa politique générale. C'est urgent ! Il y a péril dans la demeure. Cette phrase devient un leitmotiv dans la bouche des sénateurs et députés pressés d'en finir. Le temps presse. La Communauté internationale n'est pas innocente dans cette course contre la montre. Sans perdre de temps, un autre arrêté présidentiel nomme un nouveau cabinet ministériel. En grande partie, ce sont les mêmes noms qui y paraissent avec cette fois 18 ministères dont 5 ministres a.i, c'est-à-dire des ministères réservés, le temps que les négociations aboutissent avec les différents groupes ou blocs parlementaires dans les deux Assemblées.

Le jeudi 24 à l'heure dite, le Premier ministre débarque avec son gouvernement à la Chambre des députés. En principe, il ne devrait avoir aucun problème. Tout est réglé comme sur du papier à musique. Enfin, c'est ce qu'on croyait. Premier appel nominal, il n'y a personne ou presque. Ils ne sont que 49. Du coup le quorum est infirmé. Trente minutes plus tard, selon les Règlements intérieurs, deuxième appel nominal, il n'y avait que 52 députés présents. Le Président Cholzer Chancy a besoin d'au moins 60 présents. Il n'a pas le choix, il doit renvoyer la séance à une date ultérieure. Un vent de panique souffle à la Chambre des députés. On craint le pire pour Enex Jean-Charles pourtant très confiant en ses chances. Terré dans le salon diplomatique du Parlement avec son cabinet, il n'a pas pu venir remplir cette simple formalité en ce qui le concerne. On pensait que cette séance n'allait reprendre que lundi après la trêve des fêtes de Pâques. Prévu le même jour devant le Sénat, Enex Jean-Charles profite de ce contretemps pour traverser chez les sénateurs qui eux n'ont pas de problèmes de quorum. Ils veulent tous ratifier cette vieille connaissance qu'est le professeur Enex Jean-Charles. Beaucoup de sénateurs ont été ses étudiants dans le temps. Ils ne lui doivent que du respect !

Si la journée passe vite, les parlementaires ne voient pas passer le temps. Il est déjà presque 18 heures lorsque la séance s'ouvre sous la présidence du Vice-Président du Sénat, Ronald Larèche. On va très vite. On remplit les formalités d'usage et le Président de l'Assemblée des sénateurs demande au Premier ministre qui est en terrain conquis de gravir les marches du podium pour sa Déclaration de politique générale. En moins de trente minutes, le professeur a donné lecture de ses 8 pages dans lesquelles il note ses priorités lorsqu'il sera installé à la Primature en lieu et place de Evans Paul qui est pour lui une vieille connaissance dans la mesure où lui Enex Jean-Charles était Secrétaire des Conseils de ministres au Palais national durant tout le mandat de KP en tant que chef de gouvernement. Il succèdera sans aucune difficulté à KP qui ne lui a pas posé de chausse-trappes comme il l'avait fait pour Fritz Jean. Une bonne heure de débats sans vraiment d'intérêts après l'intervention du PM et l'on passe au vote. Sans surprise les sénateurs ont voté comme un seul homme pour la ratification de Enex Jean-Charles avec un score écrasant de 20 voix pour et 0 contre.

C'est donc à l'unanimité qu'ils apportent leur soutien à la politique générale du nouveau Premier ministre. Il n'avait besoin que de 16 voix sur les 30 que compte le Corps du Sénat. Pour cette séance, il était 19 présents. Le sénateur Edwin (Edo) Zénny, absent, avait donné la consigne de voter pour la ratification d'où les 20/20 que le PM a obtenus dans cette Assemblée. Il est déjà plus de 21 heures au Sénat. Tout le monde pense qu'on va rentrer chez soi pour un long week-end pascal. Faux espoir ! On apprend dans la foulée que le nouveau chef de gouvernement va retourner à la Chambre des députés qui l'attend pour l'énoncé de sa politique générale. Entretemps, le Core Group avait chargé l'ambassadeur du Canada de harceler le Président Cholzer Chancy et les députés afin de reprendre la séance le soir même en violation des Règlements intérieurs de la Chambre des députés.

En effet, par téléphone, l'ambassadeur et Cholzer Chancy appellent les députés un à un à venir donner quorum afin de finir une fois pour toute avec cette affaire de Premier ministre. On se met, en pleine nuit, à chercher les députés un peu partout à Port-au-Prince et ses banlieues pour les conduire au Parlement. On leur conseille de manière amicale mais par des menaces à peine voilées de venir voter. Enex Jean-Charles, quant à lui, est déjà de retour à la Chambre des députés. Lui et ses ministres blottis au salon diplomatique, attendent. Il commence à faire tard et la fatigue se fait sentir de plus en plus, puisque ces femmes et ces hommes sont dans l'enceinte du Palais législatif depuis 10 heures du matin. Il est déjà 22H30. Enfin, le nombre des députés pour affirmer le quorum est suffisant. A l'appel nominal, ils sont 75 présents. Plus qu'il en faut pour ouvrir la séance de ratification. Enex Jean-Charles n'en a besoin que de 60. Le Président Cholzer Chancy se lance avec les membres de son Bureau dans les cérémoniales habituelles. En moins de temps qu'il en faut, il en arrive à la Déclaration de politique générale du PM. Là aussi une simple lecture de huit pages où il écrit les différents points qu'il entend appliquer dès qu'il aura en main les clés de la Villa d'Accueil.

Le Président de la Chambre des députés, Cholzer Chancy

Idem pour le débat d'après l'énoncé du PM. Les députés en grande majorité ont défendu tous les prés carrés de leurs circonscriptions en demandant au nouveau chef de la Primature de prendre en compte leurs doléances. A 1 heure 43 du matin, fin des débats et l'on comptabilise 81 députés présents. Enfin, l'on passe au clou de cette soirée marathon qui est le vote de confiance au Premier ministre Enex Jean-Charles. Comme des enfants sages, 78 députés ont voté pour la ratification, 1 contre et 2 abstentions. Il est plus de 2 heures du matin. Une vraie Opération chanpwèl. Comme une lettre à la Poste, en un jour, l'élu de cœur du Président Privert, de René Préval, du Groupe de Bourdon et du Core Group a traversé sans encombre tous les obstacles qui auraient pu le démolir comme bon nombre de ses prédécesseurs. Enex Jean-Charles a bénéficié du soutien de tous les acteurs qui auraient pu l'empêcher d'élire domicile à la Primature, le temps que les choses reviennent à la normale.

Avec cette ratification, deux points clés ont été relancés : la poursuite de l'Accord du 6 février 2016 avec certainement quelques modifications dans l'agenda. Comme par exemple les élections prévues pour le 24 avril qui sont déjà de l'histoire ancienne. Selon quelques indiscrétions recueillies de bonne source, les élections pourraient avoir lieu aux environs du mois de juin ou d'octobre prochain ; le temps de permettre à la Commission de vérification électorale qui sera formée de bien vérifier ce qu'elle pourrait vérifier. L'autre point demeure naturellement le nouveau Conseil Electoral Provisoire (CEP) qui a été mis en place. Tant qu'il n'y avait pas de gouvernement légitime, il ne pourrait avoir la réorganisation de cet organisme clé dans le processus électoral.

Les trois Dames de fer qui squattaient encore le local du CEP à Pétion-Ville ont dû trouver une autre grotte pour s'abriter. Leur temps est révolu. Officiellement, depuis lundi 28 mars 2016, la République vit sous l'ère du Premier ministre Enex Jean-Charles, suite à une « Opération Chauves-souris » menée tambour battant au Parlement à 2 heures du matin. Ce nouveau PM n'a d'autre mission que de mettre en application, pour le compte du Président provisoire Jocelerme Privert, la feuille de route concoctée dans la nuit du 6 au 7 février 2016. Celle qui a épargné le pays du chambardement tant redouté par certains et espéré par d'autres.

C.C

Suite de la page (7)

Mulrean refuse-t-il la transparence permettant de découvrir les dérapages dans tous les sens ?

Le dialogue politique et social est en panne. Le chaos gronde. Le gouvernement traine les pieds dans la création de la Commission de vérification électorale. Cette mesure n'est pas négociable. La situation est pour le moins préoccupante du fait que 900 000 observateurs et mandataires sur 1.5 millions d'électeurs ont voté massivement. De plus, de fausses cartes d'identité nationale (CIN) ont été utilisées lors des élections du 9 août et du 25 octobre 2015. C'est une véritable course folle à la fraude avec 92% des procès-verbaux (PV) entachés d'irrégularités [6]. La communauté internationale a peur de la boite de Pandore que la Commission de vérification risque de révéler. Les démocrates et progressistes insistent pour l'établissement de nouvelles règles du jeu et surtout le respect de celles–ci. Le rapport de la Commission d'évaluation électorale dite indépendante avait déjà indiqué que :

1) 46.9% de PV contiennent des CIN qui ne sont pas corrects,

2) dans 60% des enveloppes, le procès-verbal de carence soit absent,

3) 57.1% des PV manquent des signatures ou des empreintes sur des listes d'émargement

4) il y a 30% de PV avec des numéros de CIN qui ne figurent pas sur les listes d'émargement [7].

Il est clair qu'en tant que tailleur, le CEP d'Opont, ciseaux en main, a cousu un habit que seul le PHTK de Jovenel Moïse pouvait porter. La Commission d'évaluation électorale dite indépendante a conclu son rapport sur la nécessité d'un « examen plus approfondi au plan technique de la responsabilité de la machine électorale dans les irrégularités souvent assimilée à de la fraude massive [8] ». Les résultats mitigés de cette veine tracée constituent la nouvelle donne à partir de laquelle démocrates et progressistes exigent une Commission de vérification. Très vite ! Une telle recommandation n'a rien de subversif et la communauté internationale qui se dit championne de la transparence a tout intérêt à peser de tout son poids pour qu'elle soit mise en œuvre. L'ambassadeur américain Peter F. Mulrean craint-il que l'étoffe de la fraude massive soit révélée au monde entier ?

Le moment est venu pour Haïti de se retrouver avec la collaboration de tous ceux et celles qui veulent l'aider à comprendre comment elle en est arrivée là. Les lendemains seront possibles quand elle cessera de flotter sans repères et sans cap. Comme un État sans personnalité et sans le moindre éclat. Et dans cette recherche de la voie de la bonne gouvernance, la plus simple dignité pour l'Haïtien est de dire à l'ambassadeur américain Peter F. Mulrean de se taire. Les Haïtiens ont démontré avec la manifestation du 22 janvier 2016 qu'ils veulent tourner la page loin de la grossièreté de Martelly qui voulait les ravaler. Il faut donc les appuyer dans cette nouvelle direction. La réfutation des déclarations de l'ambassadeur américain Peter F. Mulrean est une preuve par quatre que la société civile n'a pas perdu sa capacité d'indignation [9].

Notes

[1] Gaspard Théodore Mollien (1831-1834), Mœurs d'Haïti, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 50.

[2] Ibid, p. 47

[3] Jonathan M. Katz, « What Happens When a Celebrity Becomes President », Atlantic Monthly, February 9, 2016.

[4] « Mulrean contre la formation d'une nouvelle commission de vérification électorale », Radio Metropole, 30 mars 2016.

[5] Max Weber (1919), Le savant et le politique, Paris, Union Générale d'Éditions, 1963, p. 99.

[6] Jonathan M. Katz, « What Happens When a Celebrity Becomes President », op. cit.

[7] Commission d'évaluation électorale indépendante, Rapport de la Commission, Hôtel Kinam, 2 janvier 2016, p. 9. Le rapport intégral est publié dans le journal Le Nouvelliste du 4 janvier 2016.

[8] Ibid, p. 12.

[9] « CEP/Vérification : Jocelerme Privert dans le collimateur de Pitit Dessalines », RTCV, 1er avril 2016.

Alter Presse 3 avril 2016

Démission du Premier ministre islandais, première victime des "Panama Papers"

Par Gaël Vaillant

Premier haut dirigeant emporté par le scandale des "Panama Papers", le Premier ministre islandais Sigmundur David Gunnlaugsson va démissionner après des révélations sur ses placements offshore qui ont jeté dans la rue des milliers de manifestants en colère.



Le Premier ministre islandais Sigmundur David Gunnlaugsson va démissionner d'ici la fin de la semaine. (Reuters)

Il se trouvait dans une situation intenable depuis 48 heures. Et il n'a pu trouver d'autre solution que de quitter son poste. Premier haut dirigeant emporté par le scandale des "Panama Papers", le Premier ministre islandais Sigmundur David Gunnlaugsson va démissionner après des révélations sur ses placements offshore qui ont jeté dans la rue des milliers de manifestants en colère. "Le Premier ministre a informé le groupe parlementaire du [Parti du progrès] qu'il allait démissionner de ses fonctions de Premier ministre", a déclaré en direct mardi à la télévision Sigurdur Ingi Johannsson, vice-président du parti et ministre de l'Agriculture.

Une motion de censure et des milliers de manifestants

Le Parti de l'indépendance, qui apporte une majorité parlementaire au Parti du progrès et dont plusieurs cadres sont au gouvernement, doit donner son accord à ce passage de témoin. Sigmundur David Gunnlaugsson, qui devrait conserver la présidence de sa formation, était sous forte pression depuis les révélations des "Panama Papers" faisant état d'avoirs placés dans un paradis fiscal via une société écran. L'opposition de gauche avait déposé une motion de censure au Parlement et des milliers de personnes avaient manifesté lundi soir devant le Parlement.

D'après des documents dévoilés par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), le responsable politique, âgé de 41 ans, a détenu des millions de dollars dans la société Wintris avec son épouse Anna Sigurlaug Palsdottir, fille d'un riche concessionnaire automobile. Il a cédé ses parts, soit 50% du capital, à son épouse fin 2009 pour un dollar symbolique ; mais quand il a été élu député en avril 2009, M. Gunnlaugsson a omis cette participation dans sa déclaration de patrimoine.

Le JDD 5 avril 2016

Les #PanamaPapers sont un moyen de chantage idéal !



Le scandale financier touche des personnalités politiques, sportives et du monde des affaires. (Montage photos Reuters)

Par Moon of Alabama

Une vraie fuite de données d'un cabinet d'avocats au Panama serait très intéressante. Beaucoup de gens riches et/ou des politiciens cachent de l'argent dans les sociétés fictives que ces firmes panaméennes fournissent.

Mais les « fuites » actuelles de données, diffusées à grand renfort de publicité, par plusieurs empires de presse qui soutiennent l'OTAN et par une « Organisation non gouvernementale « financée par le gouvernement américain, ont simplement pour but inavouable de salir des personnalités que l'empire américain n'aime pas.

suite à la page(18)

Que faut-il retenir du scandale "Panama Papers"?

Par Thomas Liabot

Le scandale "Panama Papers" révélé dimanche soir par une centaine de médias français et internationaux met en cause des milliers d'anonymes, mais aussi et surtout des chefs d'entreprises, des dirigeants politiques et des sportifs. La France est loin d'être épargnée : outre Michel Platini, une "grand parti politique" hexagonal est concerné.




Jürgen Mossack, est un Panaméen d'origine allemande, fils d'un ancien officier de la Waffen-SS et le panaméen Ramon Fonseca Mora

"Panama Papers" est le nom de code d'une énorme enquête réalisée par plus de 100 journaux sur quelque 11,5 millions de documents. Ces derniers proviennent tous de la société Mossack Fonseca, un cabinet d'avocats panaméen qui compte une brochette de clients prestigieux et s'est spécialisé dans l'évasion fiscale. La manière dont les documents ont filtré n'est pas connue. Ils ont d'abord été obtenus par le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a ensuite réparti le travail d'exploitation entre les publications membres.

Mossack Fonseca, la société au cœur du scandale

Le cabinet d'avocats a été fondé en 1977 par Juergen Mossack, le fils d'un soldat SS ayant émigré au Panama en 1948, et Ramon Fonseca Mora, un Panaméen qui a abandonné sa vocation de prêtre après un diplôme de droit et des études à la prestigieuse London School of Economics. Spécialisé dans l'évasion fiscale, les deux avocats ont d'abord ouvert un bureau aux Iles Vierges britanniques avant de revenir au Panama. La société compte 48 bureaux dans le monde, la plupart dans des paradis fiscaux, d'autres au Canada, au Brésil et à Dubaï par exemple.

Les personnes citées ne sont pas forcément hors-la-loi

La création de sociétés offshore auprès de cabinets comme Mossack Fonseca n'est pas illégale. Leur opacité et ce qu'elles dissimulent peut en revanche l'être. Ces sociétés servent bien souvent à créer et gérer des comptes en banque discrètement, tout en se soustrayant aux impôts et taxes en tout genre. Dans le cas de certains dirigeants internationaux - comme cela semble être le cas pour l'entourage de Bachar el-Assad - il peut aussi s'agir de contourner des sanctions financières internationales.

Platini, Cahuzac, Balkany et Drahi cités

La somme de données qui a fuité est si importante qu'elle rend son exploitation très fastidieuse. "Il se peut donc que de nouvelles révélations arrivent dans les semaines et mois qui viennent", écrit Le Monde.fr dans son direct consacré à l'affaire. Le site et la société de production Premières Lignes ont néanmoins révélé dimanche soir quelques noms de Français impliqués, comme Michel Platini, Jérôme Cahuzac, Patrick Balkany ou encore Patrick Drahi. Lundi matin, le directeur du Monde Jérôme Fenoglio a annoncé qu'un "grand parti politique français" était aussi sur les listes de Mossack Fonseca. Son nom sera dévoilé mardi par le journal.

suite à la page(18)

Mon pays

Quel est ce pays
Ce pays qui a assassiné l'empereur
Ce pays qui a massacré les frères Coicou
Ce pays qui a vendu à l'enchère Charlemagne Péralte
Ce pays qui a baigné Marchaterre de sang
Ce pays qui a chassé l'esprit
Instauré la "médiocratie"

Non
Mille fois non
Ce pays n'est pas mon pays.
C'est le pays des Conzé
C'est le pays des Duvalier
Mon pays
C'est le pays de Claire-Heureuse
C'est le pays de Catherine Flon
C'est le pays de la bonne Défilé
Rencontrée au Pont-Rouge

C'est le pays de Jacques Roumain
C'est le pays d'Alexis
C'est le pays de Bobo
C'est le pays de Manuel
Traversant la Savane Désolée
d'un pays
A la recherche d'une eau de vie.

Oui.
C'est ça mon pays.

Cauvin Paul

Suite de la page (19)

la station et se livrèrent à la répression. Quand les tontons macoutes entrèrent dans la cabine où Denis faisait sa présentation, ils le trouvèrent avec son camarde de lutte, Ernst Mirville, et ils lui demandèrent son nom. Il leur répondit Jean Mapou. Non, ce n'est pas votre vrai nom, rétorquèrent les Tontons Macoutes. Donnez-nous votre vrai nom ? Alors, il leur dit qu'il s'appelait Jean-Marie Willer Denis. Donc, vous dites que vous vous appelez Jean Mapou pour nous tromper, pour conspirer contre le gouvernement. Denis fut vite arrêté et emprisonné au Fort Dimanche avec 11 autres personnes où il a passé 4 mois dans cet enfer duvaliériste, rien que parce qu'il voulait former les jeunes du pays.

C'est en 1972 que Denis a émigré aux Etats-Unis, plus précisément à New-York ou il a vécu pendant 12 ans avant d'aller vivre à Miami où il a rétabli en 1985 la *Sosyete Koukouy* . En 1990, il a ouvert la Librairie Mapou à la Caribean Market Place qui continue jusqu'à nos jours de desservir la communauté haïtienne de la Floride. Il collabore toujours avec l'hebdomadaire Haïti en Marche dans lequel il publie une chronique très goûtée, « *Tigout pa tigout* »

«Mapou» reste un haïtien authentique qui a consacré plus d'un demi-siècle à la défense de la culture traditionnelle haïtienne et à la langue du peuple haïtien: le créole.

Suite de la page (20) Haïti Top 10 Vocalistes Masculins

à d'autres dimensions.

Sa popularité allait en grandissant de sorte qu'en 1984, montrant des signes évidents d'amaigrissement, il vint s'installer à New York. Peu après, ce fut la nouvelle qu'il souffrait d'un mal incurable. La communauté haïtienne de New York et de ses environs se levaient comme un seul homme pour essayer de le sauver. En organisant diverses tombolas de solidarité; professionnels, promoteurs, leaders communautaires et politiciens s'unirent pour conjurer le mauvais sort. La ferveur populaire s'était ralliée et mobilisée pour guérir "Ti manno". Malheureusement, sa mort survenue le 13 mai 1985 vint mettre un terme à l'espoir qui s'était formé autour de cet artiste de valeur. Les obsèques de Antoine Rossini Jean-Baptiste furent une occasion pour tout un chacun de découvrir combien il était adulé par ses fans et par ses pairs, ainsi que par ses compatriotes. Tous rendirent un ultime hommage à celui qui incarnait, en son temps, dans la mémoire collective, la parole débâillonnée. La disparition de "Ti manno", le frère, le fils, l'artiste, la voix la plus imitée de la musique haïtienne de climat, fut un dur coup pour le konpa dont il fut l'ultime catalyseur ; lequel perdit pied, juste après, face à l'ascension du zouk.

Cependant, jusqu'à nos jours, son influence sur la scène musicale ambiante reste encore marquante. Spécialement, quand on écoute ces refrains exaltés d'une cadence entrainante, imprégnés de textes à connotation sociale. Ex : ''Ayiti an kóboy"-Phantoms,"Fók sa chanje"-Zenglen,"Li pa nómal" :«Nu-look». Autant de preuves palpables, combien il continue d'inspirer ses adeptes et l'environnement musical. Aussi bien dans les Antilles où son impact fut d'une éclatante magnitude, en ayant une grande ascendance sur ''pipo" Marthelly du groupe," Kasav", de même que sur la génération subséquente avec l'ingénieuse martiniquaise Mamina Jacquet qui s'inspire de son répertoire. De cette reconnaissance d'avoir des piliers comme ''dadou" Pasquet et autres ; ainsi qu'un groupe féminin d'Afrique appelé «Bella Mundo», reprenant ses hits en son honneur.

Suite de la page (17) Les #PanamaPapers sont un moyen de chantage idéal !

Elles offrent aussi une belle opportunité d'en faire chanter d'autres en promettant de ne pas publier des informations en échange d'une faveur puis d'une autre.

Il y a déjà 16 mois, Ken Silverstein a publié un reportage sur Vice à propos de Mossak Fonseca, un gros fournisseur véreux de sociétés fictives du Panama. (L'Intercept de Pierre Omidyar, pour lequel Silverstein travaillait alors, avait refusé de publier le reportage.) Yves Smith a publié plusieurs longs articles sur le business du blanchiment d'argent de Mossak Fonseca. Silverstein a également redit une chose bien connue, à savoir que Rami Makhlouf, un riche cousin du président syrien Assad, avait de l'argent caché dans des sociétés fictives de Mossak Fonseca. Il a écrit :

Pour pouvoir fonctionner, les sociétés fictives comme Drex ont besoin d'un agent agréé, parfois un homme de loi, qui dépose les documents d'enregistrement nécessaires et dont le bureau sert habituellement d'adresse à la société fictive. Cela crée un intermédiaire entre la société fictive et son propriétaire ; surtout si l'entreprise fictive est enregistrée dans un paradis fiscal où l'information sur la propriété est protégée par un mur impénétrable de lois et de règlements. Dans le cas de Makhlouf – et, comme je l'ai découvert, dans le cas aussi d'hommes d'affaires véreux et de gangsters du monde entier – l'organisation internationale qui a permis d'enregistrer sa compagnie fictive et de la protéger contre la surveillance internationale était un cabinet d'avocats appelé Mossack Fonseca, qui a fait office d'agent agréé de Drex du 4 juillet 2000 à la fin de 2011.

L'année dernière, quelqu'un a fourni des tonnes de données de Mossak Fonseca à un journal allemand, le Süddeutsche Zeitung. Le quotidien munichois est politiquement au centre droit et résolument pro-OTAN. Il coopère avec le Guardian, la BBC, Le Monde, le Consortium international des journalistes d'investigation et d'autres organes de presse qui sont tous des partisans avérés de l'Establishment.

Le Sueddeutsche affirme que les données « fuitées » concernent quelques 214 000 sociétés fictives et 14 000 clients de Mossak Fonseca. Il y a sûrement beaucoup de boue cachée là-dedans. Combien de sénateurs des Etats-Unis sont impliqués dans ces sociétés ? Quels politiciens de l'Union européenne ? Quelles sont les grandes banques de Wall Street et les fonds spéculatifs qui se cachent au Panama ? Oh pardon. Le Sueddeutsche et ses partenaires ne répondront pas à ces questions. Voici comment ils « analysent » les données :

Les journalistes ont réuni des listes des politiciens importants, de criminels internationaux, d'athlètes professionnels bien connus, etc. Le traitement numérique a permis de rechercher ensuite si des noms de ces listes figuraient dans les fuites. La liste « scandale des dons au parti » contenait 130 noms, et la liste des sanctions de l'ONU plus de 600. En quelques minutes, le puissant algorithme de recherche a comparé les listes avec les 11,5 millions de documents.

Pour chaque nom trouvé, un processus de recherche détaillé a été lancé au moyen des questions suivantes : quel est le rôle de cette personne dans le réseau des entreprises ? D'où vient l'argent ? Où va-t-il ? La structure est-elle légale ?

En d'autres termes, le Sueddeutsche a pris des listes de criminels célèbres, de personnalités et d'organisations connues que les Etasuniens n'aiment pas et a vérifié s'ils étaient dans les données « fuitées ». Les résultats obtenus ont ensuite été évalués. Comme résultat, il y a l'éternel retour annuel de la compagne de diffamation contre le président russe Vladimir Poutine, qui n'est pas même mentionné dans les données de Mossak Fonseca, des accusations contre diverses personnes de la fédération de football de la FIFA, fort détestée des États-Unis, et la mention de quelques autres mécréants de moindre importance.

Il n'y a rien sur aucun Etasunien, rien du tout, ni sur aucun politicien important de l'OTAN. La « victime » le plus politique est bizarrement, à ce jour, le premier ministre de l'Islande, Sigmundur David Gunnlaugsson, qui, possédait avec sa femme, une des sociétés fictives. Il n'y a aucune preuve que la propriété ou que l'argent détenu par cette société soient illégaux.

Alors, que faut-il déduire de tout ceci ? Comme l'écrit l'ancien ambassadeur britannique, Craig Murray, pour comprendre le sens (s'il y en a un) de tout ça, il faut se pencher sur ce qui est caché par les organisations qui gèrent la « fuite » :

Le filtrage des informations de Mossack Fonseca par les médias est le reflet direct de l'agenda gouvernemental occidental. Bien qu'ils soient leurs principaux clients, aucune grande société occidentale, aucun milliardaire occidental ne sont mentionnés parmi ceux qui ont utilisé les services de Mossack Fonseca, et le Guardian se dépêche de les rassurer en disant que « la plus grande partie des informations fuitées ne sera pas divulguée ».

A quoi vous attendiez-vous ? La fuite est gérée par un organisme qui porte le nom grandiose, mais qui prête à rire quand on connait l'oiseau, de « Consortium international des journalistes d'investigation ». Il est entièrement financé et géré par le Centre des États-Unis pour l'intégrité publique. Leurs bailleurs de fonds comprennent :

- La fondation Ford
- La fondation Carnegie
- La fondation de la famille Rockefeller
- La Fondation W K Kellogg
- La Fondation pour une société ouverte (Soros)

Le Consortium International des journalistes d'investigation (ICIJ) fait partie du Projet de rapport sur le crime organisé et la corruption (OCCRP) qui est financé par le gouvernement américain à travers l'USAID.

La « fuite » consiste en un ensemble de données sélectionnées par des organisations amies des Etats-Unis à partir d'une base de données, probablement obtenue par les services secrets américains, qui contient sans aucun doute beaucoup d'informations fort compromettantes sur des personnes et des organisations « occidentales ».

La publication d'informations triées sur le volet à partir des données « fuitées » a deux objectifs :

- Elle salit divers « ennemis de l'empire », même si c'est seulement par personne interposée comme les présidents Poutine et Assad.

- Elle prévient d'autres personnalités, celles qui figurent dans la base de données, mais dont les noms n'ont pas encore été révélés, que les Etats-Unis ou leurs « partenaires médiatiques » peuvent, à tout moment, exposer leur linge sale en public. C'est donc un moyen de chantage idéal.

La « fuite » des « Panama Papers » a été orchestrée par une petite coterie pour incriminer quelques personnes et quelques organisations qui ne plaisent pas aux Etats-Unis. Cela permet aussi de montrer les « instruments de torture » dont ils disposent aux personnes qui ont fait affaires avec Mossack Fonseca, mais dont les noms n'ont pas (encore) été publiés. Ces personnalités sont maintenant entre les mains de ceux qui contrôlent la base de données. Elles devront faire ce qu'on leur dit, sinon...

Traduction : Dominique Muselet
LGS 4 Avril 2016

Suite de la page (17) Que faut-il retenir du scandale "Panama Papers"?

Le nom de Vladimir Poutine pas mentionné, ses proches oui

Le nom du président russe n'apparaît pas formellement dans les documents du cabinet d'avocats. Mais des membres du cercle proche du président russe sont présents. Ses derniers auraient détourné jusqu'à deux milliards de dollars avec l'aide de banques et de sociétés écran, selon le Consortium international des journalistes d'investigation. "Des associés de Poutine ont falsifié des paiements, antidaté des documents et obtenu de l'influence occulte auprès des médias et de l'industrie automobile russes", précise-t-il. Le Monde détaille notamment le rôle joué par le violoncelliste professionnel Sergueï Roldouguine, parrain de la fille Maria du président russe. Sept sociétés basées dans des paradis fiscaux lui sont liées, toutes indirectement gérées par la banque Bank Rossia, un cabinet d'avocats en Suisse servant de paravent.

Des chefs d'Etat sur la sellette

Au total, 12 chefs d'Etat sont visés par les documents de la firme Mossack Fonseca, dont six encore en activité. C'est le cas du Premier ministre islandais, Sigmundur David Gunnlaugsson, qui possédait avec sa femme une société domiciliée dans les îles Vierges britanniques. Il y avait des obligations bancaires venant d'établissements ayant joué un rôle dans la crise financière qui a secoué le pays en 2008. Ce dernier est dans la tourmente : des appels à manifester pour demander sa démission sont déjà lancés.

Figurent également les noms du président argentin Mauricio Macri, à la tête d'une société offshore aux Bahamas, de son homologue ukrainien Petro Porochenko, actionnaire d'une autre dans les îles Vierges britanniques, ou encore des enfants du Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, propriétaires de plusieurs sociétés. Le consortium des journalistes évoque aussi le roi d'Arabie Saoudite, qui a contracté via une offshore des prêts immobiliers pour l'achat de résidences de luxe, et aussi le président des Emirats arabes unis, Cheikh Khalifa, bénéficiaire économique d'au moins 30 sociétés créées dans les îles Vierges britanniques par Mossack Fonseca.

Lionel Messi et d'autres sportifs ciblés

Le monde du football, déjà ébranlé ces derniers mois par plusieurs scandales touchant les dirigeants de la Fifa, n'est pas épargné : quatre des 16 dirigeants de la fédération internationale auraient ainsi utilisé des sociétés offshore créées par Mossack Fonseca. Les documents du cabinet d'avocats font aussi apparaître les noms d'une vingtaine de joueurs vedettes, évoluant notamment à Barcelone, au Real Madrid ou encore au Manchester United. Parmi eux le multiple ballon d'or Lionel Messi, l'ex-attaquant chilien Ivan Zamorano ou l'Argentin Gabriel Heinze, ex-défenseur du Paris SG et de l'OM. Les documents montrent également comment le club espagnol de la Real Sociedad a payé plusieurs de ses joueurs étrangers entre 2000 et 2008 via des sociétés offshore installées dans des paradis fiscaux.

Outre le football, d'autres sports comme le hockey et le golf sont également concernés. Le golfeur britannique Nick Faldo (en photo), vainqueur de six tournois du Grand Chelem, a lui aussi été propriétaire d'une société basée dans les Iles Vierges Britanniques. Les noms de quatre autres golfeurs professionnels apparaissent dans les documents.

Hollande promet des "enquêtes" du fisc

François Hollande a assuré lundi que les révélations du "Panama papers" donneraient lieu en France à des "enquêtes" fiscales et des "procédures judiciaires". "Toutes les informations qui seront livrées donneront lieu à des enquêtes des services fiscaux et à des procédures judiciaires", a-t-il dit, lors d'une visite d'entreprise à Boulogne-Billancourt. Il a par ailleurs remercié les "lanceurs d'alerte et la presse" pour ces révélations qui vont, selon lui, permettre de nouvelles "rentrées fiscales".

Quelques heures après cette déclaration, la justice française a ouvert une enquête préliminaire pour "blanchiment de fraudes fiscales aggravées", a annoncé le parquet national financier. Les systèmes d'évasion fiscale dévoilés dans cette vaste enquête journalistique internationale sont "susceptibles de concerner des résidents fiscaux français", justifie le parquet financier dans un communiqué. L'enquête est confiée à l'Office central de lutte contre les infractions financières et fiscales (OCLCIFF).

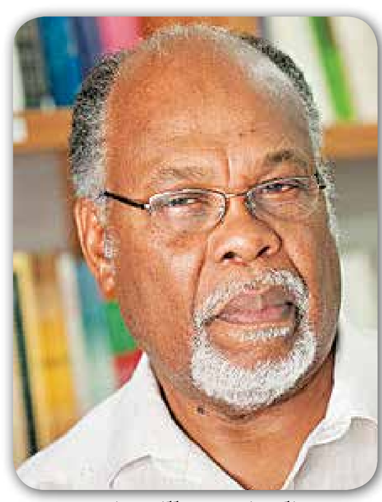
Le JDD 4 avril 2016

Jean-Marie Willer Denis alias Jean Mapou : un mapou culturel

Par Jean Laurent Absalon

Jean Mapou est un écrivain, dramaturge et libraire haïtien. Né d'une mère cubaine de descendants haïtiens et de Anthony Daudier, le petit garçon prit naissance aux Cayes et on lui donna le nom de Jean-Marie Willer Denis ; sans doute, le nom de sa mère. Mais il nous faut signaler qu'il est le grand frère de feu l'artiste Jean-Michel Daudier, le compositeur et chanteur de la chanson populaire « *lè m pa wè solèy la* ».

Denis fut élevé par sa grand-mère du côté paternel. Cette grande dame avait voulu mettre son petit-fils à l'école, spécialement chez les Frères de l'instruction chrétienne ; mais comme il était âgé de 7 ans, les frères ne voulurent pas l'inscrire. Usant de l'astuce, cette grand-mère se rabattit sur l'acte de naissance d'un autre petit enfant du quartier nommé Gérard Charles, lequel était un *restavèk* de la zone du fait que ses parents étaient pauvres. La grande mère, débrouillarde comme elle seule, se présenta chez les Frères et leur dit : « voilà ses papiers, il a 6 ans maintenant et son nom est Gérard Charles ». Stupéfié par la belle audace de la vieille, les frères n'eurent d'autre choix que d'enregistrer le garçonnet et voilà comment il réussit à faire ses études primaires. Pour les études secondaires, cette même grand-mère s'est présentée devant le directeur du Lycée qui s'appelait Alix Denis. Elle expliqua au Directeur la situation et ce dernier accepta le garçon au Lycée Philippe Guerrier sous son vrai nom Jean-Marie Willer Denis et c'est cet homme là qui allait devenir le grand Mapou.


Jean-Marie Willer Denis alias Jean Mapou

Après ses études académiques, il voulait être médecin. Mais, la coutume haïtienne de l'époque voulait que vous ayez un parrain proche du pouvoir pour réussir aux examens d'admission en médecine. Dans le cas contraire il est difficile que vous soyez accepté, puisque pareil privilège n'était réservé qu'aux enfants des grands potentats du pays ; alors que Denis n'en avait point.

Comme il n'était pas allé en médecine, Denis s'est réfugié à l'école privée de commerce Maurice Laroche où il étudia la comptabilité.

En Haïti, il partageait sa vie entre la Faculté d'ethnologie et l'éducation ; et c'est en éduquant les jeunes en français, qu'il a réalisé que les jeunes comprennent mieux en créole qu'en français. Sans doute, c'est ce qui l'a motivé à être un défenseur et également un promoteur de la langue créole.

A cette époque, nombre d'émissions de radios se faisaient en français et c'est Denis qui entama sur les ondes de Radio Caraïbes, une grande première à travers une émission en créole titrée : *Emisyon Solèy* de Sosyete Koukouy. En 1965, il créa avec d'autres amis le Mouvement Créole Haïtien. *Sosyete Koukouy* promouvait la langue maternelle haïtienne dans tous les esprits à travers la poésie, le théâtre et la danse.

En 1969, alors que Denis présentait son programme sur Radio caraïbes, les sbires de Papa Doc envahirent

suite à la page(18)

Haïti Top 10 Vocalistes Masculins

Par Ed Rainer

Ce''Top 10 ''nous ramène aux confins et détours des vocalises masculines qui ont transcendé, façonné, marqué, fleuri et galvanisé l'environnement sonore du terroir natal; à travers des germinations successives; lesquelles de leurs marques respectives ont constitué des écoles vocales. Des orthodoxies, relayées par des générations intermédiaires aux vagues contemporaines. Un jury qualifié (de 109 personnes) a pu faire le difficile triage pour tirer ces 10 conquérants; entre ceux qui n'ont pu se départager: Pereira-Colas, Pasquet-Widmaier, Albert-Cajuste, ou Cubano-Timanno, pour arriver aux 10+ 4 des ''Top 10 ''vocalistes masculins.

Ex-aequo Numéro10-Antoine Rossini « Timanno » Jn. Baptiste (Gonaives, 1953 – New-York, 1985) « Une voix imperméable »
Jean Elie Telfort (Port-de-Paix, 1950) « La marque déposée et disposée »

"Ti Manno" demeure même après sa disparition prématurée le plus célèbre galvanisateur de foules qui ait jamais évolué dans la musique haïtienne. ''Show man'' ou "one man show" patenté, A.R.J.B est rentré dans la mythologie de la musique ambiante haïtienne. C'est avec les « Diables du rythme» puis des «Formidables» de Saint Marc qu'il commença et qu'il garnit de son savoir-faire multidimensionnel de claviériste, guitariste, batteur et de vocaliste.



Antoine Rossini « Ti Manno » Jn. Baptiste « Une voix imperméable »

Après cette étape, il fut récupéré au milieu des années 1970, comme la grande vedette du «Volo Volo» de Boston. "Ti Manno" mit en relief son phrasé aérien et son tempo lumineux dans des morceaux tels: "Pyès nan do, Karese, Amour Volo" tous des succès retentissants qui campèrent ce groupe comme l'un des plus en vue de l'époque. Suite à son escale au «Volo Volo», il fit sa marque au sein du groupe «Astros» de New-York.

Avant de s'attacher au «D.P. Express» alors de retour au pays, il prit par la suite la tête d'affiche grâce à cette voix dotée d'une plasticité de caméléon et à sa capacité naturelle de compositeur et de divulgateur. Dans l'œuvre acclamée "David", il atteignit une grande plénitude, notamment dans des textes mettant en exergue les tares politico-sociales du milieu, dont: "Korije, Ansamm ansanm, et David. Sa présence au sein du «D.P Express» permit à cet ensemble de se propulser comme la commodité de l'heure, le patron du konpa régénéré, avec une popularité inespérée.

Tous venaient pour voir "Ti manno", l'apôtre de la contestation, l'ultime catalyseur des foules. Celui qui n'avait pas de retenue pour mettre à nu son registre infaillible, pouvant atteindre des gammes aiguës sans tomber dans l'effritement ou la détonation. Et qui chanterait avec la même aisance "dodo tititit manman" ou les pages d'un dictionnaire. Il n'avait de cure à vivre de son stardom, comme montrant ses biceps pour motiver la foule et l'amener à en faire autant. Le galvaniseur qui à coups de bravado mettait son public au bord de l'émeute.

En 1981, il fonda son propre ensemble, le «Gemini All Stars». Là, il s'imposa dans un nouveau palier de respectabilité dans des morceaux qui se démarquaient nettement du cachet à l'eau de rose du milieu ambiant. Les compositions : Lajan ô, Sò tyè mond, Nèg kont nèg, Eksplwatasyon, Réalité, Operasyon men kontre, Kantè, Unissons-nous, Men kilti pa nou, Banbòch kreyòl, Se pou nou priye , etc., avaient fait de lui l'indéfectible chouchou du peuple haïtien. Il chantait ses misères et ses frustrations dans le difficile contexte de la dictature de "baby doc". Parallèlement, il collabora avec le musicologue Gérald Merceron dans le cadre de sa musique expérimentale; prouvant dans ce projet qu'il ne disposait pas uniquement d'une voix esthétique pour la musique de spectacle, mais aussi d'une voix sensorielle, s'adaptant

suite à la page(18)

Jean Elie « Cubano » Telfort (Port-de-Paix, 1950)

« Cubano » fait toujours sonner l'alarme. En effet, il demeure l'un des plus charismatiques et des plus adulés vocalistes parmi les chanteurs de groupe. ''Cubann", suite à une audition, pour une place vacante au sein de l'Immortel Shleu-Shleu, avait rapidement convaincu le maestro Serge Rosenthal qui l'engagea sur le champ. C'est ainsi qu'il forma avec "Zouzoul" déjà sur place, le nouveau duo de chanteurs de «L'immortel Shleu Shleu». Il interpréta aussi de nombreux morceaux en espagnol en véritable adepte de Celia Cruz. C'est ce qui lui a valu le sobriquet de "Cubano". Un nom qu'il refusa d'abord, mais dont il n'a pu se défaire, ni contourner.

Au fil du temps, il imprima le groupe de ses prestations remarquables: Ase frape, Quatre saisons, Solèy leve, Yola, Angelina, Bèl ti machann, Haïti, Sept péchés capitaux, Dyab la, Aïe tiou aïe, Caroline, Espoir, Reviens etc., l'ayant définitivement consacré comme chanteur attitré et vedette du groupe. En 1974, après quelques années rayonnantes avec l'Immortel «Shleu Shleu" JET, tenté par de plus excitantes aventures, immigra à New York, pour la formation du «Skah Shah.» A cette étape, il se campe en showman de l'ensemble, nanti des succès tels : Gèp panyòl, Kelly, Vin danse, Aparans, Renmen, Consolation; puis: Con valor, Ma vie, Inde, Regret, Anba rozo du second album, "Les dix commandements" ainsi que le succès médiatique "Haïti".

Garni de la voix fleurie et distincte de Jean Elie Telfort, «Skah Shah», rallia toutes les tendances, toutes les générations, dans lesquelles « Cubano » y était bien pour quelque chose. En atteignant son état de grâce dans: Do it again, Rasin kore, Marie, Zoute, Synthèse musicale, Manman, Yaveh, Zanmi, Lavi a bèl, Macho man, Forever, Souke, This is it, Selebre, Mèsi Dye, Vakans, Kafe, Tchoul la sou etc. Tous des hits qui avaient mis le «Skah-Shah» sur un piédestal, pas facile à égaler. Ce qui en fait, s'avérait très difficile à gérer car avec le règne de l'auto-satisfaction et de l'individualisme, vinrent les frictions et les désertions.



Jean Elie Telfort « La marque déposée et disposée »

Et "Cubano" se retrouva maître à bord. A part ses estampilles avec le «Skah Shah», son répertoire fut aussi marqué de: "l'Essence Cubano". Une œuvre achevée en solo, assemblée d'une panoplie de musiciens et d'un arrangeur précieux en la personne de Derns Emile, dans un konpa compassé et élaboré. Doté d'un timbre sélectif et d'une capacité évidente, Jean Elie Telfort, s'est imposé comme l'une des marques déposées du konpa dirèk, en régnant encore dans la musique de danse, après plusieurs décades à chevaucher les monts du showbiz. Même si ses escapades récentes ont été entachées de pétards mouillés, mettant à nu des signes évidents d'essoufflement.

Malgré tout, il revint très fort, en faisant montre de toutes ses facultés qui sont des gages sûrs. Comme dans:" Skah-Shah-Classics", dans l'exploration des paramètres anba tonèl, en prouvant qu'au milieu des périodes de vache maigre, caractérisées par les assauts des groupes modernes, il a fallu une bonne dose d'ingéniosité à J.E.T pour faire montre de ses ressources inventives. Dans une approche bucolique, off-tempo de saveur acoustique, par rapport à son orientation orchestrale coutumière. Avec des morceaux réinventés,''remake". A travers lesquels il a exposé sa musicalité outrancière, qui ne lui donne point d'espace pour s'évader et aucune raison de le faire. Prouvant qu'il peut toujours voguer en dehors du konpa traditionnel.

Et mettre en verve ce registre ''marque-fabrique"décrit par plus d'un comme:" La voix de sauvetage qui peut résister à toutes les vagues...". Pourtant, son gosier reste toujours d'une singularité impromptue, bien qu'il ne soit plus en condition adéquate. D'autant plus qu'il s'est affaibli et s'est occasionnellement montré déroutant. Ses notes élevées ont disparu, et même le registre aigu dans ''Le jour" l'a mis en mauvaise posture. Cependant, malgré toutes ces intempéries auxquelles il a fait face, la voix de ''Cubano" demeure incontournable dans l'arène de la musique de danse.